Exco
& Associés

[illegible] avenue de la Grande Armée
75017 Paris
Tél. : [illegible]
Fax : [illegible]

# CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NICE

*4 avenue Reine Victoria*

**06003 NICE**

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

## EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

Exco
& Associés

Le Agora - 42 avenue de la Grande Armée
75017 Paris
Tel : 01 55 05 22 90
Fax : 01 55 05 22 91

Au Conseil de Surveillance du Centre Hospitalier Universitaire de Nice,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de votre Conseil de Surveillance, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Centre Hospitalier Universitaire de Nice relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Directeur de l'établissement le 20 août 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français applicables aux Etablissements Publics de Santé repris dans l'instruction budgétaire et comptable M21, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'établissement à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

**Observations**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans l'annexe du compte financier concernant :

- En page 31 au sein du §1.4, il est indiqué les modalités ayant conduit à la constitution d'une provision pour risque de 6 498 K€ relative au contrôle fiscal en cours ;
- Le changement de méthode relatif
    - Au retraitement des ressources affectées (page 25) ;
    - À la provision CET conformément à l'arrêté du 19 décembre 2018 fixant les modalités pour les personnels médicaux et à l'arrêté du 20 décembre 2018 fixant les modalités pour les agents titulaires et non titulaires de la fonction publique hospitalière (pages 14 à 16) ;

- La correction d'erreur relative à l'imputation budgétaire de la provision pour dépréciation des créances (page 26) :
- La présentation des produits d'exploitation (page 52), la présentation de la provision pour dépréciation (page 8) ;
- Les principes et méthodes comptables qui précisent que l'application Hélios a fait l'objet d'un rapport ISAE3402 Type II par un cabinet externe (page 3).

**Justification des appréciations – Points clés de l'audit**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Lors des exercices précédents, nous avions formulé une réserve relative à la TVA car l'avancement du dossier fiscal, particulièrement au titre des régularisations intervenues pour la méthode de l'affectation, ne nous permettait pas d'en apprécier l'issue, ce qui constituait une limitation à nos contrôles.

  L'évolution des différentes composantes du dossier en 2019 est décrite dans la section « 1.4. Circonstances empêchant de comparer d'un exercice sur l'autre certains postes (PF3) » au paragraphe « TVA déductible sur les achats et les investissements » en pages 30 et 31 de l'annexe.

  Pour rappel, une régularisation en matière de TVA déductible de 3 560K€ avait été comptabilisée suite au passage à la méthode de l'affectation. Cette opération avait fait l'objet d'une demande de rescrit auprès de l'administration fiscale pour remboursement. La totalité du montant, comptabilisé en produits à recevoir, avait été provisionné en intégralité sur 2017 dans l'attente d'une réponse de l'administration fiscale.
  Fin août 2018, un second examen a permis de statuer positivement sur la validité du crédit de TVA constitué. Ainsi, la provision initiale de 3 560K€ a été reprise à hauteur de 2 860K€ sur l'exercice 2018.

  Néanmoins, la DGFIP a émis en avril 2019 un avis de vérification de comptabilité portant sur les taxes assises sur le chiffre d'affaires. Le contrôle a abouti à une remise en cause de l'intégration des frais financiers au coût de revient de l'hôpital Pasteur 2 et à un redressement de 6,5 millions d'euros. Ce redressement est contesté par l'établissement et a fait l'objet d'une provision pour risques dans les comptes clos au 31/12/2019.

- *Valorisation des recettes de l'activité séjours afférentes à l'activité soins (T2A)*

  Les recettes de l'activité séjours correspondent aux facturations des séjours d'hospitalisation émises envers l'assurance maladie, les mutuelles et les patients le cas échéant. Ces recettes sont calculées selon le cadre règlementaire de financement de l'activité (« T2A ») comme indiqué dans la note relative aux produits en page 49 de l'annexe du compte financier.

*Risque identifié*

La fiabilité des recettes comptabilisées liées aux séjours dépend :

- De la complétude des éléments constitutifs du dossier de séjour d'hospitalisation ;
- De la correcte application à ces éléments, sous la responsabilité du département d'information médicale (« DIM »), de règles de codage spécifiques définies principalement dans le référentiel universel CIM-10.

L'approche qualité élaborée par le DIM, recense les risques et les procédures mises en œuvre. La correcte valorisation des recettes liées aux séjours repose essentiellement sur l'adéquation de la conception du PAQ et sur l'efficacité de son fonctionnement.

Dans ce contexte nous avons estimé le risque portant sur la valorisation des recettes liées aux séjours comme un point clé de l'audit.

*Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque*

Nous avons effectué une revue critique des risques mis en évidence par le DIM de l'établissement et évalué l'adéquation de l'approche qualité qui vise à les couvrir. Pour ce faire, nous avons eu recours à un expert externe Médecin de l'Information Médicale qui nous a assisté dans la réalisation des travaux suivants :

- Prendre connaissance de l'environnement de contrôle des processus pilotés par le Département d'Information Médicale (organisation, équipe, outils),
- Apprécier le caractère approprié des contrôles prévus par le PAQ au regard des risques identifiés,
- Pour une sélection de dossiers contrôlés par le DIM de l'établissement, réexécuter les contrôles prévus par le PAQ, vérifier la traçabilité des contrôles du DIM, et comparer les résultats obtenus aux conclusions du DIM de l'établissement.

- Comme mentionné dans la partie « Observations » du présent rapport, la note relative au changement de méthode et corrections d'erreur (pages 24 à 26) de l'annexe, expose :
  - Les changements de méthode relatif
    - Au retraitement des ressources affectées du fait de la réglementation ;
    - A la provision CET du fait de la réglementation ;
  - La correction d'erreur intervenue au cours de l'exercice relative à l'imputation budgétaire de la provision pour dépréciation des créances.

  Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre établissement, nous nous sommes assurés du bien-fondé de ces corrections et de la présentation qui en est faite.

- Lors de l'arrêté de ses comptes, le Centre Hospitalier Universitaire de Nice a été conduit à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui concernent notamment :
  - Les provisions réglementées ;
  - Les provisions pour risques et charges ;
  - La provision pour dépréciation des créances.

  Nous avons apprécié les procédures en vigueur dans votre établissement pour leur recensement, leur évaluation et leur traduction comptable dans des conditions satisfaisantes.

  Nous nous sommes assuré que les risques et charges identifiés à l'occasion de la mise en œuvre de ces procédures, et les méthodes d'estimation retenus étaient décrits de façon appropriée dans la note relative aux Provisions pour risques et charges (pages 13 à 17) de l'annexe.

**Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du conseil de surveillance :

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier arrêté le 27 octobre 2020 prévu au 1° de l'article R.6145-44 du Code de la Santé Publique préparé par la direction et le comptable public et dans les documents adressés aux membres du conseil de surveillance sur la situation financière et les comptes annuels.

S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication au Conseil de Surveillance appelé à statuer sur les comptes.

**Responsabilités de la direction, du comptable public et des personnes constituant la gouvernance de l'entité relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction, en relation avec le comptable public, d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'établissement ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directeur de votre établissement et visés par le comptable public.

**Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre établissement.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 28 octobre 2020

**Le Commissaire aux Comptes**
**EXCO & ASSOCIES**

**Patrick AUMERAS**

# IERE PARTIE :

# COMPTES ANNUELS

- 1 -

# BILAN

# État BI

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 006016
NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NICE CENTRE HOSPITALIER
ÉTABLISSEMENT : CHU NICE

## COMPTE FINANCIER 2019

BILAN

| ACTIF | | EXERCICE N | | | EXERCICE N-1 |
|---|---|---|---|---|---|
| | | BRUT | AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS | NET | NET |
| ACTIF IMMOBILISÉ | **IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :** | | | | |
| | Frais d'établissement | 139 118,72 | 139 118,72 | 0,00 | 0,00 |
| | Frais d'études, de recherche et développement | 1 036 272,27 | 285 777,98 | 750 494,29 | 684 051,70 |
| | Contributions aux investissements communs des GHT | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Concessions et droits similaires, brevet, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires | 17 885 175,09 | 12 250 924,21 | 5 634 250,88 | 4 063 302,43 |
| | Autres immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Immobilisations incorporelles en cours | 3 415 811,25 | 0,00 | 3 415 811,25 | 185 758,89 |
| | **IMMOBILISATIONS CORPORELLES :** | | | | |
| | Terrains | 7 101 893,15 | 1 627 335,32 | 5 474 557,83 | 6 126 721,74 |
| | Constructions | 682 868 527,84 | 265 490 193,56 | 417 378 334,28 | 428 639 178,48 |
| | Installations techniques, matériel et outillage industriel | 121 457 789,73 | 95 698 474,04 | 25 759 315,69 | 29 190 026,37 |
| | Autres immobilisations corporelles | 81 749 683,06 | 70 363 604,70 | 11 386 078,36 | 12 448 257,29 |
| | Immobilisations corporelles en cours | 17 870 365,89 | 0,00 | 17 870 365,89 | 11 859 122,91 |
| | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | Immobilisations affectées ou mises à disposition | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES :** | | | | |
| | Participations et créances rattachées à des participations | 296 701,00 | 0,00 | 296 701,00 | 296 701,00 |
| | Autres titres immobilisés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Prêts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 14 611,62 |
| | Autres | 134 989,20 | 0,00 | 134 989,20 | 134 859,20 |
| | **TOTAL I** | 933 956 327,20 | 445 855 428,53 | 488 100 898,67 | 493 642 591,63 |

# État BI

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 006016
NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NICE CENTRE HOSPITALIER
ÉTABLISSEMENT : CHU NICE

## COMPTE FINANCIER 2019

BILAN

| PASSIF | | EXERCICE N | EXERCICE N-1 |
|---|---|---|---|
| CAPITAUX PROPRES | APPORTS | 82 696 342,21 | 82 333 683,21 |
| | **RÉSERVES :** | | |
| | Excédents affectés à l'investissement | 105 485 425,36 | 102 298 621,91 |
| | Réserve de trésorerie | 24 021 720,70 | 24 021 720,70 |
| | Réserves de compensation | 9 221 327,54 | 8 595 723,51 |
| | **REPORT À NOUVEAU :** | | |
| | Report à nouveau excédentaire | 35 476,92 | 0,00 |
| | Report à nouveau déficitaire | -188 930 632,42 | -176 927 444,29 |
| | RÉSULTAT DE L'EXERCICE (EXCÉDENT OU DÉFICIT) | 8 150 659,76 | -3 604 325,48 |
| | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | 22 508 385,01 | 19 733 499,38 |
| | **PROVISIONS RÉGLEMENTÉES** | 42 073 876,61 | 50 902 528,73 |
| | **DROITS DE L'AFFECTANT** | 0,00 | 0,00 |
| | **TOTAL I** | 105 262 581,69 | 107 354 007,67 |

# État BI

**N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 006016**
**NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NICE CENTRE HOSPITALIER**
**ÉTABLISSEMENT : CHU NICE**

## COMPTE FINANCIER 2019

BILAN

| ACTIF | | EXERCICE N | | | EXERCICE N-1 |
|---|---|---|---|---|---|
| | | BRUT | AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS | NET | NET |
| ACTIF CIRCULANT | **STOCKS ET EN-COURS :** | | | | |
| | Matières premières | 5 611,87 | 0,00 | 5 611,87 | 4 716,84 |
| | Autres approvisionnements | 11 068 044,76 | 0,00 | 11 068 044,76 | 11 402 579,07 |
| | En-cours de production de biens | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Marchandises | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Autres stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **CRÉANCES D'EXPLOITATION :** | | | | |
| | Hospitalisés et consultants | 11 770 115,88 | 7 491 139,24 | 4 278 976,64 | 4 027 202,56 |
| | Caisse pivot | 67 676 604,77 | | 67 676 604,77 | 60 691 691,23 |
| | Autres tiers payants | 25 031 726,63 | | 25 031 726,63 | 23 877 485,30 |
| | Créances irrecouvrables admises en non-valeur | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | Autres | 4 895 391,66 | | 4 895 391,66 | 5 232 752,55 |
| | **CRÉANCES DIVERSES :** | 59 218 652,44 | 2 612 549,83 | 56 606 102,61 | 27 757 814,37 |
| | **VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **DISPONIBILITÉS** | 323 483,16 | | 323 483,16 | 14 841 821,76 |
| | **CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE** | 4 792 721,61 | | 4 792 721,61 | 3 582 755,09 |
| | **TOTAL II** | 184 782 352,78 | 10 103 689,07 | 174 678 663,71 | 151 418 818,77 |
| COMPTES DE RÉGULARISATION | CHARGES À RÉPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES | 13 741,24 | | 13 741,24 | 22 511,26 |
| | PRIMES DE REMBOURSEMENT DES OBLIGATIONS | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | DÉPENSES À CLASSER OU RÉGULARISER | 30 047,52 | | 30 047,52 | 72 189,75 |
| | DOTATIONS ATTENDUES | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | ÉCARTS DE CONVERSION D'ACTIF | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | **TOTAL GÉNÉRAL** | 1 118 782 468,74 | 455 959 117,60 | 662 823 351,14 | 645 156 111,41 |



Exco & Associés 1309

# COMPTE FINANCIER 2019

BILAN

| PASSIF | | EXERCICE N | EXERCICE N-1 |
|---|---|---|---|
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | PROVISIONS POUR RISQUES | 8 002 803,13 | 2 160 548,63 |
| | PROVISIONS POUR CHARGES | 26 965 184,16 | 20 921 338,99 |
| | **TOTAL II** | 34 967 987,29 | 23 081 887,62 |
| DETTES | **DETTES FINANCIÈRES :** | | |
| | Emprunts obligataires | 33 000 000,00 | 44 000 000,00 |
| | Emprunts auprès des établissements de crédit | 377 262 368,57 | 364 240 650,34 |
| | Emprunts et dettes financières divers | 4 258 539,81 | 4 657 004,99 |
| | Crédits et lignes de trésorerie | 6 912 480,36 | 2 400,00 |
| | **DETTES D'EXPLOITATION :** | | |
| | Avances reçues | 6 101 695,57 | 6 617 090,64 |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 43 278 828,75 | 37 972 322,00 |
| | Dettes fiscales et sociales | 16 626 046,54 | 25 931 962,85 |
| | **DETTES DIVERSES :** | | |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 5 106 173,33 | 4 123 953,58 |
| | Fonds déposés par les hospitaliers et hébergés | 41 296,35 | 122 595,43 |
| | Autres | 4 208 465,43 | 2 892 809,70 |
| | Produits constatés d'avance | 19 664 291,32 | 17 880 969,65 |
| | **TOTAL III** | 516 460 186,03 | 508 441 759,18 |
| COMPTES DE RÉGULARISATION | RECETTES À CLASSER ET À RÉGULARISER CRÉDIT | 6 132 596,13 | 6 278 456,94 |
| | ÉCART DE CONVERSION PASSIF | 0,00 | 0,00 |
| | **TOTAL GÉNÉRAL** | 662 823 351,14 | 645 156 111,41 |



Exco & Associés 1309

- 2 -

# COMPTE DE RESULTAT DE L'ÉTABLISSEMENT

# État CR

**N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 006016**
**NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NICE CENTRE HOSPITALIER**
**ÉTABLISSEMENT : CHU NICE**

## COMPTE FINANCIER 2019

| Compte de résultat de l'établissement (toutes activités confondues) [1] | EXERCICE N | EXERCICE N-1 |
|---|---|---|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | |
| VENTE DE MARCHANDISES | 17 263 820,07 | 21 931 395,39 |
| PRODUCTION VENDUE | 32 389 557,09 | 32 722 242,65 |
| PRODUCTION STOCKÉE, DESTOCKAGE | 0,00 | 0,00 |
| PRODUCTION IMMOBILISÉE | 0,00 | 0,00 |
| PRODUITS DE L'ACTIVITÉ HOSPITALIÈRE | 519 144 831,58 | 507 571 580,60 |
| SUBV D'EXPLOITATION ET PARTICIPATIONS | 23 114 017,84 | 22 304 673,84 |
| REPRISES SUR AMORT, DÉPRÉC ET PROVISIONS | 5 022 805,09 | 9 790 631,84 |
| TRANSFERTS DE CHARGES D'EXPLOITATION | 0,00 | 0,00 |
| AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 16 654 697,21 | 17 661 044,30 |
| TOTAL I | 613 589 728,88 | 611 981 568,62 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | |
| ACHATS DE MARCHANDISES | 0,00 | 0,00 |
| VARIATION DE STOCKS DE MARCHANDISES | 0,00 | 0,00 |
| ACHATS STOCKÉS MAT PREM ET FOURNITURES | 143 094,91 | -81 262,67 |
| VARIATION DE STOCKS MAT PREM ET FOURNIT | -895,03 | -523,91 |
| ACHATS STOCKÉS AUTRES APPROVISIONNEMENTS | 117 479 276,43 | 118 499 322,83 |
| VARIATION STOCKS DES AUTRES APPROVIS | 334 534,31 | -280 478,64 |
| ACHATS NON STOCKÉS MAT ET FOURNITURES | 12 692 189,75 | 13 004 823,33 |
| SERVICES EXTÉRIEURS ET AUTRES | 48 838 319,90 | 45 391 525,05 |
| IMPÔTS ET TAXES SUR RÉMUNÉRATIONS | 36 799 191,47 | 35 833 634,24 |
| IMPÔTS TAXES ET VERST ASSIMILÉS AUTRES | 679 474,15 | 592 137,32 |
| RÉMUN ET AUTRES CHARGES DE PERSONNEL | 258 230 711,04 | 252 335 569,05 |
| CHARGES SOCIALES | 95 419 332,74 | 93 194 313,67 |
| DOT AUX AMORT ET DÉPRÉC SUR IMMO | 33 109 141,22 | 32 852 498,38 |
| DOT AUX DÉPRÉC SUR ACTIF CIRCULANT | 2 048 376,33 | 0,00 |
| DOT AMORT, PROV, DÉPR RISQUES ET CHARGES | 9 241 759,79 | 1 905 536,13 |
| AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 22 048 639,53 | 22 541 475,29 |
| TOTAL II | 637 063 146,54 | 615 788 570,07 |
| 1- RESULTAT D'EXPLOITATION ( I-II ) | -23 473 417,66 | -3 807 001,45 |
| PRODUITS FINANCIERS | | |

[1] sans neutralisation d'opérations entre les comptes de résultat

GED

## COMPTE FINANCIER 2019

| Compte de résultat de l'établissement (toutes activités confondues) [1] | EXERCICE N | EXERCICE N-1 |
|---|---|---|
| DE PARTICIPATIONS ET DES IMMOB FINANC | 0,00 | 0,00 |
| REVENUS DES VMP, ESCOMPTES | 56 123,37 | 237 381,85 |
| REPRISE SUR PROVISIONS | 0,00 | 0,00 |
| TRANSFERTS DE CHARGES FINANCIÈRES | 0,00 | 0,00 |
| GAINS DE CHANGE | 79,89 | 216,80 |
| PRODUIT NET SUR CESSIONS DE VMP | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL III | 56 203,26 | 237 598,65 |
| CHARGES FINANCIERES | | |
| DOTATIONS AUX AMORT, DÉPRÉC ET PROVIS | 0,00 | 0,00 |
| INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES | 13 363 992,76 | 13 763 585,92 |
| PERTES DE CHANGE | 396,91 | 564,80 |
| CHARGES NETTES SUR CESSIONS DE VMP | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL IV | 13 364 389,67 | 13 764 150,72 |
| 2- RESULTAT FINANCIER ( III-IV ) | -13 308 186,41 | -13 526 552,07 |
| 3-RESULTAT COURANT ( I-II+III-IV ) | -36 781 604,07 | -17 333 553,52 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | |
| PROD EXCEPT OP GESTION EXERCICE COURANT | 2 609 940,50 | 1 333 820,94 |
| PROD EXCEPT OP GESTION EXER ANTÉR | 3 596 127,10 | 7 764 204,67 |
| PROD EXCEP : OPÉRATIONS EN CAPITAL | 41 171 105,42 | 2 768 754,92 |
| REPRISES SUR PROVISIONS RÉGLEMENTÉES | 21 240 231,12 | 21 248 457,48 |
| REPRISES SUR DÉPRÉC EXCEPTIONNELLES | 0,00 | 0,00 |
| TRANSFERTS DE CHARGES EXCEPTIONNELLES | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL V | 68 617 404,14 | 33 115 238,01 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | |
| CHARGES EXCEPT EXERCICE COURANT | 42 906,93 | 262 925,54 |
| CHARGES EXCEPT EXERCICES ANTÉRIEURS | 5 182 603,40 | 6 475 630,26 |
| CHARG EXCEPT SUR OPÉRATIONS EN CAPITAL | 6 048 050,98 | 235 875,17 |
| DOTATIONS AUX PROVISIONS RÉGLEMENTÉES | 12 411 579,00 | 12 411 579,00 |
| DOT AUX AMORT ET DÉPRÉC EXCEPTION | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL VI | 23 685 140,31 | 19 386 009,97 |
| 4- RESULTAT EXCEPTIONNEL ( V-VI ) | 44 932 263,83 | 13 729 228,04 |

[1] sans neutralisation d'opérations entre les comptes de résultat

# État CR

**N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 006016**
**NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. NICE CENTRE HOSPITALIER**
**ÉTABLISSEMENT : CHU NICE**

GED

## COMPTE FINANCIER 2019

| Compte de résultat de l'établissement (toutes activités confondues) [1] | EXERCICE N | EXERCICE N-1 |
|---|---|---|
| 5- TOTAL DES PRODUITS ( I+III+V ) | 682 263 336,28 | 645 334 405,28 |
| 6- TOTAL DES CHARGES ( II+IV+VI ) | 674 112 676,52 | 648 938 730,76 |
| EXCEDENT OU DEFICIT (5 - 6) | 8 150 659,76 | -3 604 325,48 |

[1] sans neutralisation d'opérations entre les comptes de résultat

- 3 -

**ANNEXE**

Centre Hospitalier Universitaire de Nice

UNIVERSITÉ CÔTE D'AZUR

# ANNEXE

# 2019

Exco & Associés 1309

- Bâtiment Arc –INSERM à l'archet ( réf. Cadastrale NA 91), convention avec l'Université.

Ces deux conventions prévoyaient la possibilité d'édifier des constructions pendant la période de jouissance, ces constructions devant revenir au CHU à l'issue de ladite période. Ces deux conventions sont arrivées à terme (échéance de la convention dans un cas et résiliation amiable dans le second cas) à la date du 31/12/2017.

Le transfert de propriété intervenant au 01/01/2018 conformément au courrier du Notaire (Cabinet Gilletta de Saint-Joseph, daté du 24/05/2018) ; l'intégration de ces biens à l'actif a été effectuée en 2018, selon les modalités suivantes :

- Le bâtiment J de l'hôpital Saint Roch a été comptabilisé pour une valeur de 2,9 M€ selon l'évaluation établie par les Domaines en date du 09/01/2019,

- Le bâtiment Arc –INSERM à l'archet a été comptabilisé pour une valeur de 1€, compte tenu de l'incertitude concernant l'utilisation future de ce bâtiment et du coût d'éventuels travaux afin de le rendre exploitable pour une activité médicale.

- Distinction entre charges et immobilisations : les investissements dont la valeur est supérieure à 500€ TTC et qui ont une durée de vie supérieure à 1 an, ainsi que ceux qui ont pour effet d'augmenter la durée de vie des biens sont considérés comme des immobilisations.

- Amortissement :

a. Le mode d'amortissement pratiqué est l'amortissement linéaire. Conformément aux évolutions de la réglementation comptable M21, l'établissement applique le prorata temporis pour toutes les acquisitions de l'exercice 2019, comme cela a déjà été pratiqué depuis 2017

b. L'amortissement par composant a été appliqué pour la première fois par l'établissement en 2015 pour les opérations Pasteur 2, Institut Claude Pompidou et l'Archet 3.

c. L'établissement a par ailleurs procédé, pour l'exercice 2016, à l'application de la méthode de l'amortissement par composant aux principales opérations de travaux de l'Archet 2 en termes de valeur nette comptable : Construction Archet 2, parking, Soins palliatifs, production énergétique, Onco-hématologie, Maternité, Laboratoire de virologie

d. Le site de Saint-Roch – à l'exception du service d'odontologie - n'a pas été exploité depuis 2017.

   En conséquence, il a été décidé d'arrêter le plan d'amortissement de ce site et de ne pas comptabiliser de dotation depuis le 31/12/2016, la quote-part relative au service d'odontologie ayant été jugée non significative.

e. La démarche de fiabilisation de l'actif entreprise par le CHU a conduit à transférer la gestion des bâtiments d'excel au module de suivi des immobilisations du logiciel comptable. Ce transfert a impliqué des modifications des modalités d'amortissement. Ainsi, à titre d'exemple, toutes les durées sont désormais inférieures ou égales à 100 ans et n'ont pas de décimale.

# 1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE, PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

## 1.1. Principes et méthodes comptables (Etat PF1)

Les comptes sont établis dans le respect des principes comptables, afin de donner une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de l'établissement et de garantir la qualité et la compréhension de l'information.

Les principes comptables sont:

- le principe de continuité d'activité,
- le principe de régularité et de sincérité,
- le principe de prudence,
- le principe de permanence des méthodes,
- le principe d'intangibilité du bilan d'ouverture,
- le principe de non compensation.

Les comptes annuels sont établis conformément au référentiel comptable applicable constitué par l'instruction budgétaire et comptable M21.

Les tableaux présentés dans cette annexe sont principalement issus de l'application Hélios, application qui a fait l'objet d'un rapport de certification ISAE 3402 de type II par un cabinet externe.

### 1.1.1. Immobilisations corporelles et incorporelles et amortissement

- Coût d'entrée dans le patrimoine des immobilisations : les éléments de l'actif immobilisé sont comptabilisés à leur coût d'acquisition :

  a. Les immobilisations acquises à titre onéreux sont comptabilisées à leur coût d'acquisition (montant HT + TVA non déductible - rabais, remises, ristournes et escomptes) auquel s'ajoute les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner (ex : frais d'appel d'offres, frais d'études, frais de préparation du site, frais de livraison)

  b. Les immobilisations acquises à titre gratuit (donations, legs) sont comptabilisées à leur valeur vénale.

  c. Il est constaté une discordance entre l'actif comptabilisé dans HELIOS et la comptabilité auxiliaire de l'ordonnateur. Un des éléments explicatifs de cet écart réside dans l'application de la méthode décrite *supra* au a) à compter de 2010. Les deux comptabilités devront être rapprochées au cours des prochains exercices.

  d. Conventions d'occupation venues à échéance.

     Le CHU a signé deux conventions portant sur les bâtiments suivants :

     - Bâtiment J de l'hôpital Saint Roch (prolongée jusqu'au 31.12.2017 par convention de 1984) (réf. Cadastrale LD 283), convention avec le Département des Alpes Maritimes,

f. Durées d'amortissement :

Les durées d'amortissement pratiquées sont détaillées ci-dessous, exprimées en années.

- Biens amortis par composants :

| PROJET | DESIGNATION DES BIENS | DUREE |
|---|---|---|
| Hôpital Pasteur II | Composant 1 : Terrassement / Fondation / Gros œuvre / Structure / VRD | 50 |
| | Composant 2 : Menuiseries extérieures / Métallerie / Serrurerie | 30 |
| | Composant 3 : Electricité | 25 |
| | Composant 4 : Plomberie / Chauffage / Climatisation / Ventilation / Désenfumage | 25 |
| | Composant 5 : Appareils élévateurs | 25 |
| | Composant 6 : Corps d'état secondaires Menuiseries / Sols / Peinture / Agencement / Faux plafonds | 20 |
| | Composant 7 : Aménagements paysagers | 20 |
| | Composant 8 : Etanchéité | 15 |
| | Composant 9 : Cages de Faraday | 10 |
| | Composant 10 : Prestations intellectuelles | 37 |
| Institut Claude Pompidou | Composant 1 : Travaux préalables / Gros œuvre / Voieries et réseaux divers | 50 |
| | Composant 2 : Clos couverts | 30 |
| | Composant 3 : Corps d'état secondaires | 15 |
| | Composant 4 : Corps d'état techniques / Equipements techniques fixes | 25 |
| | Composant 5 : Aménagement paysager | 20 |
| | Composant 6 : Prestations intellectuelles | 34 |
| Archet II | Composant 1 : Démolition / Terrassement / Fondation / Gros œuvre / Structure / VRD | 50 |
| | Composant 2 : Menuiseries extérieures | 30 |
| | Composant 3 : Métallerie / Serrurerie | 30 |
| | Composant 4 : Electricité | 25 |
| | Composant 5 : Plomberie / Chauffage / Climatisation / Ventilation / Désenfumage | 25 |
| | Composant 6 : Appareils élévateurs | 25 |
| | Composant 7 : Menuiseries intérieures | 20 |
| | Composant 8 : Faux plafonds | 20 |
| | Composant9 : Sols | 20 |
| | Composant 10 : Peinture | 20 |
| | Composant 11 : Agencement | 20 |
| | Composant 12 : Aménagements paysagers | 20 |
| | Composant 13 : Etanchéité | 15 |
| | Composant 14 : Prestations intellectuelles | 34 |

| | | |
|---|---|---|
| Parking Archet 2 | Composant 1 : Démolition / Terrassement / Fondation / Gros œuvre / Structure / VRD | 50 |
| Soins palliatifs Production énergétique Onco-hématologie Maternité Virologie | Composant 1 : Démolition / Terrassement / Fondation / Gros œuvre / Structure / VRD | 50 |
| | Composant 2 : Menuiseries extérieures | 30 |
| | Composant 3 : Métallerie / Serrurerie | 30 |
| | Composant 4 : Electricité | 25 |
| | Composant 5 : Plomberie / Chauffage / Climatisation / Ventilation / Désenfumage | 25 |
| | Composant 6 : Appareils élévateurs | 25 |
| | Composant 7 : Menuiseries intérieures | 20 |
| | Composant 8 : Faux plafonds | 20 |
| | Composant9 : Sols | 20 |
| | Composant 10 : Peinture | 20 |
| | Composant 11 : Agencement | 20 |
| | Composant 12 : Aménagements paysagers | 20 |
| | Composant 13 : Etanchéité | 15 |
| | Composant 14 : Prestations intellectuelles | 37 |
| Archet 3 | Composant 1 : Travaux préalables / Gros œuvre / VRD | 50 |
| | Composant 2 : Clos couverts | 30 |
| | Composant 3 : Corps d'état secondaires | 15 |
| | Composant 4 : Corps d'état techniques / Equipements techniques fixes | 25 |
| | Composant 5 : Prestations intellectuelles | 33 |

- Biens hors composants :

| | | Méthodes | Durée (en années) |
|---|---|---|---|
| 2031 | Frais de recherche et développement | Linéaire | 5 |
| 2051 | Concessions et droits similaires | Linéaire | 2 à 5 |
| 2125 | Agencements et aménagements de terrains | Linéaire | 5 à 20 |
| 2131 | Bâtiments | Linéaire | 2 à 130 |
| 2135 | IGAAC | Linéaire | 1 à 67 |
| 2138 | Ouvrages d'infrastructures - Voirie | Linéaire | 15 |
| 2141 | Bâtiments – construction sur sol d'autrui | Linéaire | 5 à 14 |
| 2145 | Froid | Linéaire | 5 |
| 2151 | Installations complexes spécialisées | Linéaire | 2 à 10 |
| 2153 | Installations à caractère spécifique | Linéaire | 5 à 10 |
| 2154 | Matériel et outillage | Linéaire | 2 à 10 |
| 2182 | Matériel de transport | Linéaire | 5 |
| 2183 | Matériel de bureau et matériel informatique | Linéaire | 4 à 5 |
| 2184 | Mobilier | Linéaire | 5 à 10 |
| 2188 | Autres immobilisations corporelles | Linéaire | 3 à 5 |

### 1.1.2. Immobilisations financières

Les titres de participation sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.
Une dépréciation est enregistrée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### 1.1.3. Stocks

Les produits et marchandises stockés sont évalués selon la méthode du Coût Moyen Unitaire Pondéré (CUMP) et ils sont réputés consommés dès la sortie du magasin sauf pour les médicaments et dispositifs médicaux.

En effet, les médicaments et dispositifs médicaux distribués par la pharmacie dans les unités de soins mais qui ne sont pas encore consommés sont intégrés à la valeur des stocks au 31/12 de chaque année (pour leur valeur TTC).

**Pour les médicaments,** la méthode appliquée est la suivante :

- Les dotations d'urgence de tous les services sont déterminées par la PUI du site concerné et donc la valorisation théorique à 100% de remplissage est connue pour l'ensemble de l'établissement.
- Un inventaire physique a été réalisé par sondage dans plusieurs services pour évaluer les écarts entre les dotations théoriques et les stocks réels un jour donné. Ce taux d'écart est appliqué à l'ensemble des dotations pour avoir une valeur estimative de l'ensemble du stock de médicaments des unités de soins.

**Pour les dispositifs médicaux,** l'estimation est également faite par sondage à partir de la comparaison des dotations théoriques et des dotations réelles constatées lors des sondages.
Pour les produits gérés en hors stock (s'agissant de hors stock, l'écart avec une dotation théorique n'est pas applicable), l'extrapolation est faite en semaines de stock constatées dans les unités contrôlées par sondage.

### 1.1.4. Créances

Présentation du compte financier : l'actif du bilan présente des créances sur hospitalisés et consultants à hauteur de 11 770 K€, en valeur brute, mais de seulement 4 279 K€ en valeur nette, soit une dépréciation de 63,6 %.

Cette présentation de l'actif résulte de l'impossibilité, pour le logiciel HELIOS, de ventiler la provision pour dépréciation sur les différents postes de tiers qu'elle concerne.
En effet, le Centre Hospitalier Universitaire de Nice a constaté des provisions au titre d'autres créances notamment :

a. les créances détenues sur les caisses,
b. les créances détenues sur le département,
c. les créances détenues sur les autres tiers.

Le tableau ci-dessous présente la ventilation de la provision pour dépréciation par catégorie de créance:

| Débiteurs | Dépréciation 2019 en € |
|---|---|
| AUTRES CREANCES | 32 827, 99 |
| AUTRES TP | 3 015 041, 98 |
| CAISSE PIVOT | 383 479, 94 |
| CREANCES DIV | 2 671 301, 71 |
| H&C | 4 001 037, 45 |
| **Total général** | **10 103 689, 07** |

Principe général : Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Dépréciations des créances :

***La méthodologie retenue pour le budget principal est la suivante :***

## Particuliers, hospitalisés et consultants (comptes 4111 et 4161)

Pour les années 2018 et antérieures, l'établissement applique aux restes à recouvrer, les taux forfaitaires globaux suivants, par année d'origine de la créance (inchangés depuis l'an dernier) :

- ✓ 2016 et antérieurs : 100 %
- ✓ 2017 : 50 %
- ✓ 2018: 25 %

Pour l'année 2019, l'établissement applique le taux de 16,58 % sur les soldes de créances de l'exercice en cours.

Le taux a été calculé selon la méthode suivante :

- Le reste à recouvrer moyen des titres pris en charge au cours du premier semestre 2019 s'élève à 86,37 € ;
- Le reste à recouvrer moyen des titres pris en charge au cours du second semestre 2019 s'élève à 148,42 €.

Selon la méthode appliquée depuis 2016 :

- Pour les titres pris en charge au cours du premier semestre de l'année et non recouvrés au 31 décembre, il est appliqué un taux de provisionnement de 50 % à la tranche 30 à 130 €;
- Et pour ceux pris en charge au second semestre, et non recouvrés au 31 décembre, un taux de provisionnement de 10 % à la tranche de plus de 130 €.

La combinaison des 2 taux donne le résultat repris dans le tableau ci-dessous :

| | RAR | NB | TAUX | PROVISION |
|---|---|---|---|---|
| 2019 4111 S1 | 592 705,10 | 8 198 | | |
| 2019 4161 S1 | 211 000,56 | 1 107 | | |
| **TOTAL S1** | **803 705,66** | **9 305** | **50,00%** | **401 852,83** |
| 2019 4111 S2 | 3 916 107,52 | 27 296 | | |
| 2019 4161 S2 | 169 017,98 | 228 | | |
| **TOTAL S2** | **4 085 125,50** | **27 524** | **10,00%** | **408 512,55** |
| **TOTAL 2019** | **4 888 831,16** | **36 829** | **16,58%** | **810 365,38** |

Pour les hospitalisés et consultants, la provision totale selon la méthode de calcul décrite ci-dessus devrait donc s'établir à 3 972 379,91 €.

| **Exercice des pièces** | Nombre de pièces | Montant des restes à recouvrer | **3 972 379,91** |
|---|---|---|---|
| 2016 et antérieurs | 1889 | 417 974,03 | 1 795 111,84 |
| 2017 | 2794 | 706 501,02 | 849 712,91 |
| 2018 | 3121 | 757 913,81 | 517 189,78 |
| 2019 | 1335 | 379 838,54 | 810 365,38 |

## Tiers payants

*Restes à recouvrer tous comptes jusqu'au 31/12/N-1, soit 31/12/2019*

### I – Délai de forclusion (tri par comptes de tiers)

| | |
|---|---|
| Caisses jusqu'au 31/12/2018 (N-2) | Provisionnement à 100 % |
| Caisses année 2019 (N-1) | Provisionnement à 0 % |
| Mutuelles et autres jusqu'au 31/12/2017(N-3) | Provisionnement à 100 % |
| Mutuelles et autres années 2018 et 2019 (N-2 et N-1) | Provisionnement à 0 % |

### II – Débiteurs suivis (par débiteurs)

| | |
|---|---|
| LMDE : plan de redressement pour règlement total | Provisionnement à 0 % |
| EARL Cannes Aquaculture : plan de redressement | Provisionnement à 0 % |
| Débiteurs 'suivis' : | Provisionnement à 50 % |

### III – Rejets et réclamations (colonnes acte) *à l'exception des soins de 2019 (N) pour les caisses*

| | |
|---|---|
| Rejets | Provisionnement à 100 % |
| Réclamations | Provisionnement à 100 % |
| Annulations attendues | Provisionnement à 100 % |

## IV - Titres à l'encontre du Conseil Général 06

Provision de 100% pour les titres 2017 et antérieurs

## V - Titres à l'encontre des autres collectivités et établissements publics et de l'Etat

Etude au cas par cas

**Produits divers (comptes 46721,46726,467411 et 467416)**

Examen et application d'un taux reste par reste.

***Pour les budgets annexes la méthodologie est la suivante :***

**Budget A – Dotation non affectée**

**Budget C – IFSI et autres écoles**

**Budget P1 - CAMSP et P4 - CSAPA**

Examen et application d'un taux reste par reste

Le montant des provisions à constituer sur le budget A0 DNA s'élève à 42 525,95 €.

Le montant des provisions à constituer sur le budget C0 IFSI et autres écoles s'élève à 6 082,95 €

**Budget E1 et E2 EHPAD**

- Produits divers (comptes 4671,46726, 4141,4146, 476411,476416,) : Examen et application d'un taux reste par reste.
- Hébergés payants (comptes 4111,4161) : Examen et application d'un taux reste par reste

Le montant à provisionner pour le budget E1 s'élève à :

| COMPTES | Somme PROVISIONS |
|---|---|
| 491 | 75 936,50 |
| 496 | 41 205,03 |
| Total résultat | **117 141,53** |

Le montant à provisionner pour le budget E2 s'élève à :

| COMPTES | Somme - PROVISIONS |
|---|---|
| 491 | 53 094,28 |
| 496 | 29 968,36 |
| **Total Résultat** | **83 062,64** |

- Hébergés admis à l'aide sociale (comptes 4114,4164)

  - antérieurs à avril 2011 : provisions à 100 % comprise dans les tableaux ci-dessous

  - à compter de 2011, concernant la dette du département des Alpes-Maritimes : application d'une méthode globale pour les 2 EHPAD : cumul des restes à recouvrer, déduction faite des restes à charge 2019 annoncés et les trop versés par la collectivité, comme le montre le tableau ci-dessous (répartition 30% sur le budget E1 et 70% sur le budget E2).

| | |
|---|---|
| **TOTAL TITRES en reste** | **1 995 744,67** |
| **TROP VERSE RAC C/41914 LIQUIDATION 2011/2019** | **1 245 798,80** |
| **TROP VERSE RESSOURCES LIQUIDATION C/419172 2011/2019** | **238 981,66** |
| **TROP VERSE RESSOURCES C/443121 HBG DECEDES 2011 A 2019** | **28 191,42** |
| **EN RESTE ARGENT DE POCHE 46321 HBG DECEDES 2011 A 2019** | **6 580,49** |
| **TROP VERSE RESSOURCES C/443122 HBG DECEDES 2011 A 2019** | **25 296,20** |
| **TROP VERSE RESSOURCES C/44311 HBG DECEDES 2011 A 2019** | **45 039,99** |
| **TROP VERSE RESSOURCES LIQUIDATION C/444337 2011/2018** | **18 775,30** |
| **TOTALTROP VERSE A EMPLOYER** | **1 608 663,86** |
| **Prevision nv RESTE DU SUR TITRES SI EMARGEMENTS DES TROP VERSES** | **387 080,81** |

### 1.1.5. Subventions d'investissement

Les financements identifiés comme des subventions d'équipements ou d'investissement sont imputés au compte 13 dès leur notification sous réserve de conditions résolutoires ou suspensives.

Les subventions amortissables sont reprises par fraction sur la même durée que celle de l'amortissement des biens financés pour atténuer l'impact des amortissements sur le compte de résultat (c/777).
Les financements qui n'ont pu être enregistrés car conditionnés à la présentation de pièces justificatives relatives à la réalisation de la dépense sont précisés dans l'état de l'annexe BI 5.

### 1.1.6. Provisions

#### a) Provision pour Renouvellement des Immobilisations (PRI)

Conformément aux principes prévus par l'instruction budgétaire et comptable M21, cette provision réglementée est fondée sur le principe d'une allocation anticipée d'aides destinées à la couverture des surcoûts d'exploitation générés par les nouveaux investissements, sous forme de dotations budgétaires supplémentaires versées par l'assurance maladie.

L'établissement dote les PRI exclusivement et à hauteur de l'intégralité des dotations budgétaires attribuées au titre de l'aide à l'investissement (dotations FIR et AC notifiées par l'Agence Régionale de Santé).

La reprise de la provision au compte de résultat a pour effet d'atténuer le montant des dotations à l'amortissement et des charges financières liés aux biens financés au niveau des résultats de l'exercice.

La reprise de la provision est constatée à hauteur des surcouts de l'opération Pasteur 2, et se décompose donc comme suit :

- en reprise sur amortissement : la reprise de l'année N est égale à la dotation aux amortissements de l'année N de l'opération Pasteur 2 ;

- en reprise sur frais financiers : la reprise de l'année N est égale à une quote-part des charges financières totales dues au titre de l'année N. Chaque année, le ratio suivant est calculé :
  Mandats Pasteur 2 comptabilisés en N (classe 2) / Capital des emprunts souscrits en N ;

  Ce ratio définit ainsi la part des emprunts souscrits en année N ayant financé l'opération Pasteur 2. Ce ratio est ainsi appliqué à chaque emprunt et appliqué à l'échéancier des charges financières qu'il génère.

### b) Provisions pour risques et charges

Évaluées à l'arrêté des comptes, les provisions pour risques et charges sont des passifs probables dont l'échéance ou le montant n'est pas fixé de façon précise.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable M21, l'établissement constate une provision pour risques et charges dès lors :

- Qu'il existe, à la clôture de l'exercice, une obligation légale, réglementaire, conventionnelle ou reconnue par l'établissement ;
- Qu'il est probable ou certain à la date d'établissement des comptes qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de tiers sans contrepartie équivalente de celui-ci, si cette sortie de ressources peut être estimée de manière fiable.

L'établissement reprend la provision pour risques et charges constatée intégralement quand l'établissement n'a plus d'obligation ou quand il n'est plus probable que cette obligation entraînera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente de la part du tiers. Il reprend la provision pour risques et charges partiellement en cas d'évaluation à la baisse du risque existant à la clôture de l'exercice.

- Provisions pour risques :

  - Litiges en cours : Il s'agit de :

    - contentieux sociaux. Est pris en compte le risque estimé au réel par la DRH et la DAM ;
    - contentieux travaux. Est pris en compte le risque estimé au réel hors litiges liés à l'opération Pasteur 2 traités en investissement.

  - Le contrôle de la tarification à l'activité (T2A) 2015, a donné lieu à deux notifications d'indu : notification d'indu émise le 25 novembre 2016 par le RSI 06 (devenu URSSAF) et notification d'indu émise le 24 janvier 2017 par la CPAM 06. Ces décisions ont été contestées devant le pôle social du Tribunal de grande instance de Nice et sont provisionnées au 31/12/2018 dans l'attente des prochaines audiences.

    La publication des deux arrêts n° 47 et 48 notifiés par la cour d'Appel du 17/01/2020 a conduit à reprendre la provision au titre du contrôle de la facturation des rétrocessions.

  - TVA : l'application de la méthode de l'affectation pour le calcul de la TVA déductible a fait l'objet d'une demande de rescrit auprès de l'administration fiscale le 22/02/2017.
    Cette demande a ensuite fait l'objet d'un second examen le 02/07/2018 par le Collège de second examen des rescrits de la DRFIP.
    En date du 28/08/2018, la DDFiP a adressé au CHU l'avis du Collège de second examen.

Ce dernier a considéré que le crédit de TVA relatif à l'année 2012 a valablement été constitué et pouvait faire l'objet d'une imputation ou d'un remboursement.

Dès lors, le CHU a demandé sur la déclaration CA3 d'août 2018, le remboursement du crédit de TVA total existant à cette date soit 2 390 144 € et repris intégralement la provision pour risque constituée.

Le 8/04/2019, le CHU a reçu un avis de vérification de comptabilité émanant de la DGFiP.

La procédure de vérification s'est terminée en décembre 2019 et s'est traduite par une proposition de rectification notifiée au CHU le 13 décembre 2019. Le total du redressement notifié ressort à 6 470 892 €.

Ce redressement résulte principalement de l'absence d'intégration des intérêts des emprunts souscrits pour financer PASTEUR2 dans l'assiette de régularisation déclarée par le CHU, qui aurait dû être constituée du prix de revient total de la construction selon l'administration fiscale.

Une procédure est actuellement en cours afin de contester ce redressement.

Compte tenu du redressement encouru, une provision pour risque du montant total du redressement, soit 6 470 892 €, est portée au bilan du 31/12/2019. Au regard de la provision de 700 000 € déjà comptabilisée au 31/12/2018, une dotation complémentaire de 5 770 892 € a été comptabilisée en 2019.

- Provisions pour charges :

  - Participation du CHU au résultat du GCS IUFC :

    Les comptes annuels 2016 à 2018 du GCS IFUC ayant été approuvés fin 2019 pour les exercices 2016 à 2017 et début 2020 pour l'exercice 2018, la quote-part du CHU au financement du fonctionnement du GCS pour ces exercices fait apparaitre un solde à verser pour les trois exercices de 1,68 M€.

    Un travail avec la trésorerie a été entamé afin de rétablir la réciprocité des soldes entre les deux entités. Les titres et mandats à émettre pour régulariser cette situation n'ayant pas été comptabilisés au cours l'exercice 2019, une provision pour charge de 1,68 M€ a été constatée.

  - Passifs sociaux

    - **Provisions pour charges de personnel – CET**

Les provisions pour charges de personnel CET ont pour objet la couverture des engagements de l'établissement vis à vis du personnel en termes de jours de congés, RTT et heures supplémentaires non pris et épargnés en compte épargne temps.

Les éléments de méthodologie pour le calcul de la provision CET applicable à compter de l'exercice 2019 ont été définis par arrêtés (arrêté du 19 décembre 2018 fixant les modalités pour les personnels médicaux et arrêté du 20 décembre 2018 fixant les modalités pour les agents titulaires et non titulaires de la fonction publique hospitalière).

Ainsi s'agissant de de la provision CET 2019, deux opérations comptables ont été effectuées:

- Une correction en situation nette au bilan d'entrée au 1er janvier 2019 de la provision qui avait constituée au 31/12/2018 sur la base de la nouvelle méthode au coût réel
- Un calcul de la provision au 31/12/2019 à passer au compte de résultat sur la base de la nouvelle méthode au coût réel.

**La provision pour le PNM a été calculée de la manière suivante :**

- Sur la base du nombre de jours constatés dans le compte épargne-temps au 31/12 de l'année N, majorés des droits à congés annuels généré par le nombre de jours de CET détenus ;
- Ce total de jours ainsi obtenu est valorisé sur une base individuelle en retenant le coût moyen journalier annuel de chaque agent concerné ;
- Ce coût journalier est calculé sur la rémunération brute annuelle + charges patronales individuelles (brut hors EVP pour ne conserver que ceux relatifs à une journée de travail habituel) divisé par le nombre de jours à réellement travailler 365-52 WE –Fériés réels en semaine) ;
- L'estimation des dépôts N en N+1 qui seront effectués lors de la campagne d'alimentation des CET (1er quadrimestre N+1) est calculé par application du % représentatif des dépôts réels N-1 sur N, sur le solde des congés au 31/12 N-1. Ce % est calculé pour les 3 types de dépôts possibles : congés annuels, heures à récupérer et RTT avec un retraitement des agents non autorisés à déposer ou ouvrir un CET (- 1 an de présence, stagiaire au 31/12. ) ;
- Le % est appliqué sur chaque solde individuel puis multiplié par le coût moyen journalier individuel ;
- Pour la provision totale, ce montant est ajouté au total obtenu de la valorisation des jours détenus au 31/12 N.

**Méthode PM :**

- Le calcul de la provision CET est effectué d'après le coût moyen journalier individuel.
- Détermination du coût annuel par praticien : Ce calcul est établi sur les éléments du brut versés sur l'année, déduction faite des éléments de rémunération relevant de la continuité des soins (gardes, astreintes...). Un ratio de charges patronales de 48,1% est appliqué au brut extrait. Ce ratio a été calculé d'après la grille des salaires des praticiens hospitaliers à temps plein et il correspond à la moyenne constatée.

- Détermination du temps de travail annuel effectivement réalisé par praticien : Le total annuel d'heures d'un praticien temps plein en exercice toute l'année s'élève à 1 820 heures, si on ramène au taux journalier de 7 h cela donne 260 jours travaillés. Par soucis d'homogénéisation des méthodes entre le PM et le PNM, le temps de travail pris en compte est identique à celui du PNM.

- Valorisation des jours de CET au coût moyen individuel : Le brut annuel plus charges est divisé par la base horaire ajustée ce qui donne le coût horaire du praticien sur l'année. Ce résultat est ramené à une journée de 7 heures pour obtenir le coût réel journalier. Le nombre de CET qui a été identifié suite à une extraction sur le logiciel de GTA Agiltime, est enfin valorisé pour chaque praticien à son coût réel. Est valorisé l'ajout de la quote-part de CA que chaque praticien continue d'accumuler lorsqu'il pose du CET.

Estimation des dépôts N en N+1

L'estimation des dépôts est déterminée à partir de la moyenne des jours de congés déposés sur le CET sur les 3 dernières années avant droit d'option. A fin 2018 sur cette base statistique le taux de dépôt s'élève à 56%.

La valorisation de ces jours se fait au coût moyen annuel constaté.

- **Provision pour charges ARE**

L'établissement assure lui-même le risque de chômage de ses agents et prend à sa charge l'indemnisation au titre du chômage de ses anciens agents. Une provision est alors constituée sur la base des droits acquis restants à la clôture pour certains agents. Le CHU utilise le logiciel GALPE-Info Décision qui permet d'extraire l'indemnisation restant à devoir au 31/12 par bénéficiaire jusqu'à épuisement de leurs droits. Seuls les montants restants dus des agents ayant été indemnisés en décembre de l'année N sont retenus

- **Provision CNRACL**

La provision porte sur les dossiers en instance de validation auprès de la CNRACL. Au 31/12/2019, le nombre de dossiers en cours est de 372 Le coût moyen retenu pour l'évaluation de la provision a été calculé sur la base des validations constatées l'année de constitution de la provision, en distinguant les années d'études des validations d'années de contractuels.

Ainsi, le coût moyen d'un dossier en cours sans rachat d'études a été évalué à 8 500 €, le coût moyen du rachat d'années d'études a été estimé à 13 200 €.

En effet, à ce jour, après la décision du Conseil d'Etat du 16 février 2016 invalidant le rachat des années d'études, la réglementation applicable est le décret n° 2016-1101 du 11 août 2016 relatif à la validation des années d'études d'infirmier, de sage-femme et d'assistant social des agents affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales.

Ce décret infirme la position du Conseil d'Etat du 16 février 2016, puisqu'il précise que les années de service de contractuel ET les années d'études rentrent

dans le dispositif des validations de service, et peuvent donc, à ce titre, faire l'objet de rachats des cotisations retraite.

Le dispositif étant clos depuis le 01/01/2015, aucune nouvelle demande ne peut être déposée à compter de cette date. Ainsi, seules des reprises sur provision seront constatées (sauf cas particuliers à la marge) pour illustrer notamment :

- Les demandes de rachats abouties sur l'exercice,
- Les demandes de rachats qui n'aboutiront pas, suite au rejet du devis par l'agent (tacite ou non)

Les reprises sur provision sont effectuées au coût réel. Néanmoins, nous constatons une nette cohérence entre les couts réels et les couts moyens retenus pour le calcul de la provision initiale.

### 1.1.7. Emprunts

- Les caractéristiques de la dette du CHU sont détaillées dans les états BI8 et BI9.
- L'établissement n'a pas recours à des opérations de couverture.

### 1.1.8. Dettes

Les dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Les intérêts moratoires ne sont pas comptabilisés dès le dépassement du délai de paiement. Ils sont comptabilisés sur demande du fournisseur.

### 1.1.9. Séparation des exercices

#### a) Produits à recevoir

L'établissement comptabilise un produit à recevoir (PAR) dès lors que son montant est évaluable et qu'il correspond à une prestation effectuée avant le 31 décembre dudit exercice.

- **Produits à recevoir-Titre 1** : sont comptabilisés principalement :
    - Le rattachement des produits de l'activité hospitalière en fin d'exercice, pour la part correspondant à la valorisation de l'activité transmise sur la plateforme epmsi fin janvier au titre du mois de décembre (séjours de l'exercice clos au 31/12).
    - Les produits à recevoir au titre des séjours dits « à cheval » (séjours MCO de l'exercice non clos au 31/12).

La méthodologie appliquée est la suivante :

Repérer les séjours MCO débutés l'année N et terminés l'année N+1
Etablir la liste des RUM des séjours concernés selon le type d'autorisation de chaque UM (pour le calcul des suppléments)
Rapporter chaque journée de chaque RUM à l'année N ou N+1

- Pour les séjours terminés et groupés au moment de la réalisation de la répartition des recettes :

Calcul de la valorisation totale (tarif du RSS + extrêmes hauts – extrêmes bas)
Calcul de la recette journalière moyenne du séjour (valorisation totale / durée de séjour)
Attribution des recettes par année aux différents RUM pour les années N et N+1
Répartition des suppléments de soins critiques (Réa, SI, etc.) en fonction des autorisations d'UM

- Pour les séjours non achevés ou non groupés :

Pour les séjours non terminés, la date de réalisation est considérée comme date de sortie.
Selon la même méthodologie que précédemment, calcul des recettes par RUM et pour les années N et N+1.

- Pour l'ensemble des séjours à cheval :

Addition par année N et N+1 des recettes obtenues précédemment.

Le calcul des produits à recevoir pour les séjours dits « à cheval » est réalisé pour les produits de la tarification des séjours, en appliquant le taux de prise en charge de l'assurance maladie de l'exercice concerné.

- Les produits à recevoir au titre des séjours dits « à cheval » pour les molécules onéreuses et les dispositifs médicaux implantables.

La méthodologie appliquée est la suivante :

- Extraction par le DIM via Clinicom d'une liste des séjours à cheval sur les 2 exercices
- Croisement de cette liste avec les fichiers Fichcomp MO et DMI de l'année N-1 et ne conserver que les lignes identifiées comme séjours à cheval
- Recherche pour chaque administration/pose du Tarif de Responsabilité
- Calcul de la Dépense au Tarif de Responsabilité (Tarif de Responsabilité * Quantité)
- Calcul de la Dépense CHUN (Prix d'achat * Quantité)
- Calcul de la Dépense T2A accordée (Dépense CHUN + [[Dépense au Tarif de Responsabilité – Dépense CHUN]/2] )
- Pour les MO, identification du type de médicaments : MOL / ATU / ART.48 / Thrombolytiques

- **Produits à recevoir-Titre 2** : est comptabilisé le rattachement d'actes de laboratoire.
  Suite à la modélisation de la MIG RIHN, la dotation rémunère désormais l'activité de prescripteur du CHU (examens effectués in situ ou externalisés). L'activité réalisée par le CHU pour les établissements prescripteurs est maintenant financée par la facturation.

  Un rattachement de produits a été effectué au titre du rattrapage de refacturation aux autres établissements et laboratoires des RIHN pour les exercices 2017 et 2018, selon la méthodologie ci-dessous.

  Pour l'estimation de la facturation 2017 :

  Sur la déclaration FICSHUP activité 2017 des actes de biologie hors nomenclature réalisés pour nos demandeurs (établissements extérieurs) et des factures non émises à leur encontre, chaque acte est référencé dans une nomenclature réglementaire (listes RIHN & LC) avec l'attribution d'un coefficient (COTATION) en lettre clé BHN ou AHC.

  Le cout d'une unité de coefficient est :

  - soit le tarif CPAM (0.27 cts)
  - soit le tarif négocié dans le cadre de convention inter-établissement

  La facturation pour chaque demandeur & chaque acte réalisé est la suivante :

  Facturation = (nbre actes réalisés * coefficient de l'acte * tarif unitaire coefficient) – (nbre actes facturés * coefficient de l'acte * tarif unitaire coefficient)

  Pour l'estimation de la facturation 2018 : nous avons reconduit l'activité 2017 du Laboratoire de Génétique des Tumeurs Solides (LGTS), et en estimant qu'à 50% le potentiel de recouvrement.

  En 2019, la provision du reste à facturer s'élève à 900 K€ et s'appuie sur une approche prudente, à savoir la projection sur les 9 derniers mois du montant facturé en Avril, mois le plus faible en termes de volume de facturation (129 K€).

- **Produits à recevoir-Titre 3 dont les principaux sont relatifs à :**

  - Rétrocessions de médicaments, valorisés au réel par rapprochement des données issues de la pharmacie qui attestent des dispensations réalisées, et des données de la facturation qui attestent de ce qui n'a pas été facturé.

  - Recherches cliniques
    Des produits à recevoir ont été identifiés lors de la clôture budgétaire 2019 sur les projets à promotion interne, à promotion externe et sur les comptes recherche:

    - Financements AAP ministériels : l'estimation du PAR est réalisée en fonction des objectifs à atteindre pour activer la tranche suivante du programme (même si la DGOS n'a pas encore validé la réalisation de ces objectifs).

- Financements des projets à promotion externe : évaluation des PAR à partir du logiciel de gestion des essais cliniques de la DRCI (Easydore). Tous les actes et prestations réalisés sur l'exercice mais non facturés aux promoteurs des essais sont identifiés et constituent des PAR.

- Financements des projets à promotion externe non suivis dans EASYDORE : l'établissement n'a pas pu comptabiliser de produits à recevoir pour ces projets, faute de moyens pour les valoriser. Ils représentent moins de 50% du total projets et il convient de préciser qu'une partie concernent des projets non démarrés sans incidence financière dans les comptes.

- Autres subventions / Autres partenariats : enregistrement d'un PAR dans le cas où le fait générateur définit dans la convention financière pour l'année de l'exercice a été atteint et pour lequel le titre de recette du montant associé n'a pas été transmis à l'organisme financeur.

- Activité libérale : 4ème trimestre
  Le rattachement à l'exercice pour la redevance d'activité libérale est évalué à partir de l'activité réalisée sur les trois premiers trimestres de l'année N. La moyenne des trois premiers trimestres est effectuée pour évaluer le montant du 4éme trimestre.
- Médecine légale : rattachement de la subvention annuelle 2019 sur la base du montant de l'exercice 2018.
- Subvention régionale de fonctionnement des écoles : rattachement de 20% de la subvention annuelle en lien avec les modalités de paiement du Conseil Régional.
- Produits de l'ANFH au titre de l'enseignement formation et traitement congés de formation professionnelle.
- Indemnités journalières du personnel non médical et médical sur la base du nombre de jours de maladie, maternité, AT sur l'exercice défalqué du montant des indemnités journalières déjà encaissé au titre de l'année.

### b) Produits Constatés d'Avance

Concernant les dotations (DAF, MIGAC, FIR), lorsque la notification porte sur plusieurs exercices, le montant comptabilisé sur l'exercice est déterminé au prorata des périodes concernées (exemple : consultants).

Lorsqu'une subvention d'exploitation est allouée à l'établissement mais que la charge correspondante n'a pas été réalisée, les sommes perçues sont comptabilisées en produits constatés d'avance.

Lorsqu'une recette diverse (principalement liée à la recherche clinique) a été intégralement facturée par l'établissement alors que la prestation correspondante n'a pas été intégralement réalisée, les sommes perçues sont comptabilisées en produits constatés d'avance

Dans le cadre des projets à promotion interne, des comptes recherche et des promotions externes suivis avec des UF spécifiques, lorsque la totalité des financements alloués pour l'année n'ont pas été dépensés, un produit constaté d'avance est comptabilisé à la fin de l'exercice et reporté sur l'exercice suivant.

### c) ICNE

Les intérêts sur emprunts dus au 31 décembre mais non échus sont valorisés conformément aux modalités de calcul applicables à chaque emprunt contracté.

Les ICNE sont calculés sur la base de 360 jours par an (mois de 30 jours), selon l'estimation produite par l'outil de gestion de la dette de Finance Active.

### d) Charges à payer

Les charges à payer sont valorisées sur la base des montants engagés. Les charges à payer rattachées à l'exercice comprennent :

- La valorisation des marchandises et prestations réceptionnées non comptabilisées (factures fournisseurs non parvenues), effectuée sur la base des montants engagés,
- La valorisation des charges de personnel et charges afférentes (dettes fiscales et sociales), effectuée après recensement des éléments à rattacher à l'exercice sur la base des éléments connus (prime de service, heures supplémentaires, gardes et astreintes etc.). Le chiffrage des rattachements est effectué par les directions fonctionnelles (ressources humaines et des affaires médicales) sur la base d'éléments connus ou estimés.
- La valorisation de prestations (laboratoires, produits sanguins labiles, prestations médicales diverses) à rattacher à l'exercice sur la base d'estimation de montants significatifs réalisés sur une période antérieure pour différents fournisseurs. La valorisation des prestations à rattacher est estimée par les services des directions fonctionnelles concernées.

Dans le cadre de la recherche clinique et dans le cas de la promotion interne, les dépenses suivantes sont rattachées :

- Dépenses liées aux centres associés : un bilan des inclusions, des actes médicaux réalisés et forfaits ont été évalués. Pour les centres n'ayant pas encore émis un titre de recette à l'encontre du CHU de Nice pour le rembourser des surcoûts engagés par l'établissement associé, un rattachement a été effectué.
- Dépenses liées aux frais d'assurances : un rattachement du montant du devis effectué par notre assureur est comptabilisé si la première inclusion dans l'étude a été réalisée au cours de l'exercice mais que l'assureur n'a pas encore émis la facture.
- Autres dépenses/achats : ce sont les services acheteurs du CHUN qui réalisent les rattachements nécessaires relatifs aux commandes passées et réceptionnées mais non encore liquidées.

### e) Charges à répartir

Les frais d'émission d'emprunt obligataire font l'objet d'un étalement sur 10 ans.

### f) Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance sont identifiées et valorisées par les services concernés après revue de la périodicité de facturation des principales prestations récurrentes comptabilisées (contrats de maintenance, assurances, loyers, ...).

Les assurances obligatoires dommage-ouvrage-construction sont comptabilisées en charges constatées d'avance sur préconisation de la DGFIP. Les frais sont imputés au compte 61688 « Prime d'assurance - autres risques », puis la partie de ces frais concernant les exercices ultérieurs est retraitée en fin d'exercice.

### g) Autres comptes de régularisations et trésorerie

Le compte de virements internes 585 a été soldé au cour de l'exercice. Seul le compte 584 n'est pas soldé et présente un solde d'environ - 35 K€ au passif.

Lors du prochain exercice comptable le nécessaire sera fait pour apurer ce compte.

Il a été demandé à tous les régisseurs de recettes d'apurer le plus possible leur compte DFT courant décembre 2019. Les comptes des DFT présentent un solde de 113,3 k€ au 31/12/2019, soit à peu près le montant de l'année précédente. De ce fait, ces sommes n'apparaissent pas au bilan de l'établissement. Elles doivent être considérées comme incompressibles. Les régisseurs ont des consignes strictes de dégagement des fonds vers le compte du CHU dès que leur plafond d'encaisse est atteint, et ces consignes sont respectées.

Globalement, le solde des comptes 471 Recettes à classer ou à régulariser stagne.

Les comptes 471 sont de deux natures :

- *Les comptes qui peuvent être mouvementés pendant la journée complémentaire.*

  Le solde du compte 4718 autres recettes à régulariser a diminué de près de 7% entre la clôture 2018 et celle de 2019. Pour autant, ce compte reste le poste le plus important en terme d'enjeux puisque son solde dépasse les 3,3 M€ contre 3,6 M€ fin 2018. Les exercices les plus anciens ont été apurés (2011 à 2014) mais l'exercice 2019 affiche tout de même 590 lignes non émargées pour un total de 3,214 M€ soit plus de 87% du solde total de ce compte. On peut estimer à 1,6 M€ le montant qui aurait pu faire l'objet d'émission de titres, dont 1,3 M€ encaissés en 2019 ;

En revanche, le solde du compte 471412 Excédent à réimputer - personnes morales qui recense les excédents suite à annulation de titres ou plus rarement à double paiement de la part des AMO et AMC a à nouveau progressé +61,6% et s'élève à 1,66 M€ fin 2019 (1,027 M€ fin 2018). Cette forte progression est la conséquence de la mise en place de la FIDES, laquelle a entraîné le doublement du nombre de titres de recettes (de 400 000 à 800 000), tandis que le taux d'annulation restait le même qu'auparavant. Ce compte va faire l'objet d'un apurement au cours de l'année 2020 par les services de la trésorerie ;

Le solde des autres comptes n'est pas significatif et est en forte diminution par rapport au solde au 31/12/2018,

- *Ceux qui ne fonctionnent que sur l'exercice civil en diminution par rapport aux soldes au 31/12/2018 de - 12,5%.*

Pour ce qui concerne les Dépenses à classer ou à régulariser :

- Compte 4721 - Paiement avant mandatement :
  Le solde du compte est nul, ce qui est conforme à la réglementation.

- Compte 4728 - Autres dépenses à régulariser :
  Le solde du compte ne représente plus que 15 k€ pour l'essentiel lié à une opération de double paiement réalisée en 2015.

## 1.2. Changements de méthodes comptables, d'estimation et correction d'erreurs

### Le bilan pro forma du CHU regroupe toutes les écritures de correction du bilan d'ouverture par poste (en k€) :

**Synthèse des corrections d'erreurs**

**Bilan - Actif**

| Actif | | 31/12/2018 | | | Corrections BO | | | 01/01/2019 Après corrections | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Brut | Amort | Net | Brut | Amort | Net | Brut | Amort | Net |
| Actif Immobilisé | **Immobilisation incorporelles** | **16 531** | **11 598** | **4 933** | | | | **16 531** | **11 598** | **4 933** |
| | Frais d'Ets | 139 | 139 | | | | | 139 | 139 | |
| | Frais de recherche et dvpmt | 966 | 282 | 684 | | | | 966 | 282 | 684 |
| | Concessions, droits | 15 241 | 11 178 | 4 063 | | | | 15 241 | 11 178 | 4 063 |
| | Autres Immo | | | | | | | | | |
| | Immobilisation incorporelles en cours | 186 | | 186 | | | | 186 | | 186 |
| | **Immobilisations corporelles** | 930 087 | 441 823 | 488 263 | | | | 930 087 | 441 823 | 488 263 |
| | Terrains | 7 714 | 1 588 | 6 127 | | | | 7 714 | 1 588 | 6 127 |
| | Constructions | 713 180 | 284 540 | 428 639 | | | | 713 180 | 284 540 | 428 639 |
| | Installations techniques | 118 648 | 89 458 | 29 190 | | | | 118 648 | 89 458 | 29 190 |
| | Autres Immob. Corporelles | 78 685 | 66 237 | 12 448 | | | | 78 685 | 66 237 | 12 448 |
| | Immobilisations corporelles en cours | 11 859 | | 11 859 | | | | 11 859 | | 11 859 |
| | **Immobilisations reçues en affectation** | | | | | | | | | |
| | **Immobilisations mises à disposition** | | | | | | | | | |
| | **Immobilisations financières** | 446 | | 446 | | | | 446 | | 446 |
| | Participations et créances rattachées | 297 | | 297 | | | | 297 | | 297 |
| | Autres Titres | | | | | | | | | |
| | Prêts | 15 | | 15 | | | | 15 | | 15 |
| | Autres | 135 | | 135 | | | | 135 | | 135 |
| | **Total 1** | **947 064** | **453 422** | **493 643** | | | | **947 064** | **453 422** | **493 643** |
| Actif Circulant | **Stocks et encours** | **11 407** | | 11 407 | | | | **11 407** | | 11 407 |
| | Matières premières | 5 | | 5 | | | | 5 | | 5 |
| | Autres approvisionnements | 11 403 | | 11 403 | | | | 11 403 | | 11 403 |
| | En cours de production de biens | | | | | | | | | |
| | Produits | | | | | | | | | |
| | Marchandises | | | | | | | | | |
| | Autres stocks | | | | | | | | | |
| | **Créances d'exploitation** | 101 464 | 7 635 | 93 829 | | | | 101 464 | 7 635 | 93 829 |
| | Hospitalisés et consultants | 11 662 | 7 635 | 4 027 | | | | 11 662 | 7 635 | 4 027 |
| | Caisse Pivot | 60 692 | | 60 692 | | | | 60 692 | | 60 692 |
| | Autres Tiers payants | 23 877 | | 23 877 | | | | 23 877 | | 23 877 |
| | Créances irrécouvrables ANV | | | | | | | | | |
| | Autres | 5 233 | | 5 233 | | | | 5 233 | | 5 233 |
| | **Créances diverses** | 30 494 | 2 736 | 27 758 | | | | 30 494 | 2 736 | 27 758 |
| | VMP | | | | | | | | | |
| | Disponibilites | 14 842 | | 14 842 | | | | 14 842 | | 14 842 |
| | Charges constatées d'avance | 3 583 | | 3 583 | | | | 3 583 | | 3 583 |
| | **Total 2** | **161 790** | **10 371** | **151 419** | | | | **161 790** | **10 371** | **151 419** |
| Comptes de régularisation | Charges à répartir sur plusieurs exercices | 23 | | 23 | | | | 23 | | 23 |
| | Prime de remboursement des obligations | | | | | | | | | |
| | Dépenses à classer ou régulariser | 72 | | 72 | | | | 72 | | 72 |
| | Dotations attendues | | | | | | | | | |
| | ECA | | | | | | | | | |
| **Total Actif** | | **1 108 949** | **463 793** | **645 156** | | | | **1 108 949** | **463 793** | **645 156** |

**Bilan - Passif**

| Passif | | 31/12/2018 | Corrections BO | 01/01/2019 Après Correction |
|---|---|---|---|---|
| Capitaux propres | **Apports** | 82 334 | | 82 334 |
| | **Réserves** | 134 916 | 809 | 135 725 |
| | - Excédents affectés à l'investissement hospitalier | 102 299 | 809 | 103 108 |
| | - Réserve de trésorerie | 24 022 | | 24 022 |
| | - Réserve de compensation | 8 596 | | 8 596 |
| | **Report à nouveau** | -176 927 | -5 360 | -182 287 |
| | RAN excédentaire | | 35 | 35 |
| | RAN déficitaire | -176 927 | -5 395 | -182 323 |
| | **Résultat de l'exercice** | -3 604 | | -3 604 |
| | **Subventions d'investissement** | 19 733 | | 19 733 |
| | **Provisions réglementées** | 50 903 | | 50 903 |
| | Droits de l'affectant | | | |
| | **Total 1** | **107 354** | **-4 551** | **102 803** |
| Provisions PRC | **Provisions pour risques** | 2 161 | | 2 161 |
| | **Provisons pour charges** | 20 921 | 5 360 | 26 281 |
| | **Total 2** | **23 082** | **5 360** | **28 442** |
| Dettes | **Dettes financières** | 412 900 | | 412 900 |
| | Emprunts obligataires | 44 000 | | 44 000 |
| | Emprunts auprès des établissements de crédits | 364 241 | | 364 241 |
| | Emprunts et dettes financières divers | 4 657 | | 4 657 |
| | Crédits et ligne de trésorerie | 2 | | 2 |
| | **Dettes d'exploitation** | 70 521 | | 70 521 |
| | Avances reçues | 6 617 | | 6 617 |
| | Dettes FRS et comptes rattachés | 37 972 | | 37 972 |
| | Dettes fiscales et sociales | 25 932 | | 25 932 |
| | **Dettes diverses** | 7 139 | -809 | 6 330 |
| | Dettes sur immo | 4 124 | | 4 124 |
| | Fonds déposés | 123 | | 123 |
| | Autres | 2 893 | -809 | 2 084 |
| | **Produits constatés d'avance** | 17 881 | | 17 881 |
| | **Total 3** | **508 442** | **-809** | **507 633** |
| Comptes de régularisation | Recettes à classer et à régulariser | 6 278 | | 6 278 |
| | ECP | | | |
| **Total Passif** | | **645 156** | | **645 156** |

### 1.2.1. Changements de méthodes

a) Retraitement comptable des ressources affectées

L'établissement a procédé au retraitement intégral des projets suivis au travers des ressources affectées (4682/4684).

La fiche DGOS-DGFIP 17 bis qui définit les modalités de retraitement a été appliquée aux projets suivis au 4682/4684.

Certains projets, répondant aux caractéristiques de la fiche 17bis ont été traités sur 2018 et ont fait l'objet d'un ajustement du bilan d'ouverture.

Pour les projets suivis uniquement au 4682, l'ordonnateur a sollicité l'avis de la DGFIP au sujet du retraitement des ressources affectées dans le cadre d'un plan de convergence à la fin de l'exercice 2018. Ainsi suite à la réponse apportée par la DGFIP, le compte 4682 a pu être globalement apuré au 31/12/2019 :

- Les soldes des projets en cours suivis uniquement au compte 4682 ont été récupérés dans les mêmes conditions prévues au cas 2b de la fiche 17bis (Débit compte 4682/crédit compte 748).
- Les soldes des projets terminés suivis uniquement au compte 4682 ont été traités par apurement du compte 4682 par émission d'un titre au compte 778 puis enregistrement d'un SCHEMA LIBUD CREDIT - COMPTE 778 ET CREDIT+ COMPTE 10682.

| NOM DU PROJET | MONTANT | ECRITURES 2019 |
|---|---|---|
| PACIDDASRI | 14 268,01 | TR COMPTE 748 COMPTE DE TIERS 4682 |
| VEADISTA | 3 670,08 | |
| SIGAAL | 65 542,94 | |
| JE STIMULE | 32 047,38 | |
| VERVE | 216 074,92 | |
| DEMCARE | 63 214,65 | |
| MIGAS | 61 997,53 | |
| MISTRAL | 21 138,92 | |
| PHARMASERVICES NFC | 10 360,00 | |
| CATTE | 37 507,34 | |
| **Sous-total projets en cours** | **525 821,77** | |
| PASODOBLE | 183 628,41 | TR COMPTE 7781 COMPTE DE TIERS 4682 ET SCHEMA LIBUD CREDIT - COMPTE 778 ET CREDIT COMPTE 10682 |
| CIU SANTE | 380 259,93 | |
| SIMU 3P | 12 780,36 | |
| CINAPSE | 12 256,13 | |
| SWEET HOME | 146 435,39 | |
| VEADISTA | 6 228,81 | |
| GENESIS | 67 291,40 | |
| **Sous-total projets terminés** | **808 880,43** | |
| UNITE SOINS PALLIATIFS | 11 800,00 | TR COMPTE 1025 |
| **TOTAL** | **1 346 502,20** | |

b) Changement de méthode de calcul de la Provision pour CET

Les éléments de méthodologie pour le calcul de la provision CET applicable à compter de l'exercice 2019 ont été définis par arrêtés (arrêté du 19 décembre 2018 fixant les modalités pour les personnels médicaux et arrêté du 20 décembre 2018 fixant les modalités pour les agents titulaires et non titulaires de la fonction publique hospitalière).

Ainsi s'agissant de de la provision CET 2019, deux opérations comptables ont été effectuées :

- Une correction en situation nette au bilan d'entrée au 1er janvier 2019 de la provision qui avait constituée au 31/12/2018 sur la base de la nouvelle méthode au coût réel
- Un calcul de la provision au 31/12/2019 à passer au compte de résultat sur la base de la nouvelle méthode au coût réel.
- Le changement de méthode de calcul de la provision pour CET a fait ressortir une sous-évaluation des dotations au cours des exercices antérieurs.
- En conséquence une écriture de correction du bilan d'ouverture a été comptabilisée pour augmenter le cumul de provision pour CET de 5 359 859 € soit 3 237 793 € pour le PNM et 2 122 066 € pour le PM.

### 1.2.2. Corrections d'erreur

- Provisions pour dépréciation des créances

Il a été constaté que les dotations aux provisions pour dépréciations des créances au cours des exercices précédents étaient exclusivement imputées au compte de résultat principal au lieu de les répartir entre les différents budgets concernés.

Une écriture de correction de bilan d'ouverture a été comptabilisée pour ré imputer les provisions par budget pour 579 788 €. Il n'y a pas d'impact au global.

## 1.3. Faits caractéristiques de l'exercice (PF2)

L'année 2019 a été marquée une nouvelle fois par une évolution de l'activité moins importante que celle prévue à l'EPRD.

En effet, si globalement l'activité produite en nombre de séjours en 100% T2A est en très légère augmentation (+0,79%), la valorisation est en baisse par rapport à 2018 (-1 318K€ et -0,51%). Le PMCT est globalement en baisse avec -25€ par séjour.

| En nbre de séjours (100% T2A) | Fin Décembre 2018 | Fin Décembre 2019 | Evolution nb | Evolution % |
|---|---|---|---|---|
| Activité produite | 132 571 | 133 622 | 1 051 | 0,79% |
| Nbre séjours 2 jours et plus | 43 875 | 43 296 | -579 | -1,32% |
| Nbre séjours 1 jour | 11 783 | 11 824 | 41 | 0,35% |
| Nbre séjours 0 jour et séances | 76 913 | 78 502 | 1 589 | 2,07% |
| Valorisation activité produite | 258 281 909 € | 256 963 326 € | -1 318 583 € | -0,51% |
| Valorisation séjours 2 jours et plus | 202 403 445 € | 200 988 826 € | -1 414 619 € | -0,70% |
| Valorisation séjours 1 jour | 12 791 699 € | 12 595 866 € | -195 833 € | -1,53% |
| Valorisation séjours 0 jour et séances | 43 086 765 € | 43 378 634 € | 291 869 € | 0,68% |
| PMCT | 1 948 € | 1 923 € | -25 € | -1,29% |
| Séjours 2 jours et plus | 4 613 € | 4 642 € | 29 € | 0,63% |
| Séjours 1 jour | 1 086 € | 1 065 € | -20 € | -1,87% |
| Séjours 0 jour et séances | 560 € | 553 € | -8 € | -1,36% |

En valorisation 100% T2A, la baisse des recettes sur la période intègre :

- une baisse du nombre de dossiers valorisés pour les séjours de 2 jours et plus (-1,32%) conjuguée à une baisse de la valorisation (-0,7% pour -1 414K€) donnant un PMCT qui augmente par rapport à celui des dossiers de l'an dernier (4 642€ versus 4 613€, soit +0,63%).
- une hausse des séjours de 1 jour (+0,35%) mais avec une baisse de la valorisation (-1,53%) et un PMCT qui diminue sensiblement (-1,87%).
- une hausse des séjours de 0 jour et séances (+2,07%) et de la valorisation (+0,68%) mais avec un PMCT qui diminue (-8€ soit -1,36%) par rapport à 2018.

Sur la période, le PMCT de l'ensemble des séjours est en hausse de +25€ (+1,29%).

S'agissant de l'activité externe, en comparaison avec les données n-1, on enregistre en 2019 une baisse du nombre des venues (-5.81%) de patients (-0.66%) avec une diminution de la valorisation en 100% T2A (-3.75%).

| Activité externe (100% T2A) | Fin Décembre 2018 | Fin Décembre 2019 | Evolution nb | Evolution % |
|---|---|---|---|---|
| Patients | | | | |
| Nbre de venues | 527 245 | 496 632 | -30 613 | -5,81% |
| File active de patients | 218 252 | 216 815 | -1 437 | -0,66% |
| | | | | |
| Activité produite | 2 876 425 | 2 669 528 | -206 897 | -7,19% |
| Nbre actes CCAM | 363 154 | 342 080 | -21 074 | -5,80% |
| Nbre actes NGAP | 2 361 825 | 2 177 396 | -184 429 | -7,81% |
| Nbre forfaits (ATU - SE - FT) | 151 446 | 150 052 | -1 394 | -0,92% |
| | | | | |
| Valorisation activité produite | 50 299 691 | 48 411 837 | -1 887 854 | -3,75% |
| Valorisation actes CCAM | 12 548 588 | 12 377 043 | -171 546 | -1,37% |
| Valorisation actes NGAP | 28 593 988 | 26 359 520 | -2 234 467 | -7,81% |
| Valorisation forfaits (ATU - SE - FT) | 9 157 115 | 9 675 274 | 518 159 | 5,66% |

La baisse de l'activité externe, en valorisation, concerne essentiellement l'activité NGAP (et notamment les actes de biologie) et à un degré moindre la valorisation des actes CCAM (essentiellement imagerie). Le détail par type de regroupements d'actes (hors APE, PME) montre ci-après les écarts :

| | 2018 | 2019 | Ecart en € | Ecart % |
|---|---|---|---|---|
| **Actes NGAP** | **28 593 988** | **26 359 521** | **-2 234 467** | **-7,8%** |
| ATU | 2 099 904 | 2 108 505 | 8 601 | 0,4% |
| FT [Imag] | 514 149 | 440 240 | -73 909 | -14,4% |
| FT [IRM] | 2 802 660 | 2 676 555 | -126 105 | -4,5% |
| FT [PET-SCAN] | 1 821 800 | 2 247 150 | 425 350 | 23,3% |
| FT [Scanner] | 1 466 802 | 1 419 184 | -47 618 | -3,2% |
| Rgpt CCAM | 12 548 588 | 12 377 043 | -171 546 | -1,4% |
| SE | 451 800 | 783 640 | 331 840 | 73,4% |
| **Total général** | **50 299 691** | **48 411 837** | **-1 887 854** | **-3,8%** |

Les dépenses de personnel sur le titre 1 ont augmenté de +9.55 M€ soit +2.47% (+4.17 M€ sur le personnel médical et +5.38 M€ sur le personnel non médical)

Les consommations de rétrocessions enregistrent une forte baisse en 2019 par rapport à 2018 soit
- 21.5 %. Cette évolution est à imputer principalement au mode de prise en charge de l'hépatite C qui connait une baisse des coûts de traitement et une diminution importante de sa file active (double circuit ville/hôpital depuis septembre 2018).
Quant aux consommations de médicaments Liste, elles enregistrent également une hausse en 2019 par rapport à 2018 de +2.98 M€, +11.8% (inscription de nouveaux médicaments en liste en sus).

En fin de campagne l'ARS a notifié des crédits qui ont contribué à améliorer le résultat de fin d'année. En phase 3 un accompagnement financier à la transformation non reconductible pour un montant de 4.68 M€ a été financé.

Les principaux faits marquants de l'exercice 2019 en termes d'investissement sont :

- La cession de l'hôpital St ROCH à la ville de Nice pour 40 M€,
- Les travaux de Pasteur 2 constituent encore pour l'année 2019 l'investissement majeur pour 9,14 M€,
- Le déploiement du Dossier Patient Informatisé pour 4,23 M€.

## 1.4. Circonstances empêchant de comparer d'un exercice sur l'autre certains postes (PF3)

Outre les changements de méthode et les corrections en situation nette comptabilisés, certaines circonstances spécifiques à l'exercice 2019 doivent être soulignées :

- Les dépenses de Titre 1 personnel médical doivent être minorées de 0.901 M € compensé par une recette exceptionnelle, suite à une régularisation sur le versement du TTA de nuit en TTA de jour.

- Les crédits Financement des études médicales délégués via la 1ere circulaire budgétaire 2019 couvrent désormais les périodes de stage allant jusqu'au 31 décembre 2019.
  Ainsi les crédits INTERNES étant délégués pour l'année à partir de 2019 ne font plus l'objet de retraitement en produits constatés d'avance.

- Le compte 731145 enregistre l'incitation financière à l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins (IFAQ) dans les établissements de santé.
  Les établissements exerçant l'activité de médecine, chirurgie, obstétrique (MCO) pourront bénéficier de cette dotation complémentaire, dès lors qu'ils remplissent les critères d'éligibilité définis par voie réglementaire. Elle sera fonction de l'amélioration et du niveau atteint pour les indicateurs qualité retenus, ainsi que de leur volume d'activité.
  En 2019, les crédits IFAQ (MCO+SSR) ont été délégués au CHUN en phase 3 de la campagne budgétaire pour un montant total de 653 K€. Ces crédits ont été mis en produits constatés d'avance à la clôture de l'exercice 2019.

- Point sur la situation fiscale et rappel de la situation antérieure :

  - TVA déductible sur les achats et les investissements

    Pour rappel, l'établissement conseillé par le cabinet ALTRA CONSULTING a mis en place à partir de l'exercice 2012 la méthode dite de l'affectation en matière de déductibilité de la TVA.

    A ce titre, des régularisations en matière de TVA déductible ont été comptabilisées en produits exceptionnels :

    - **TVA déductible des exercices 2012 à 2015** : l'application de la méthode de l'affectation, en lien avec le cabinet ALTRA CONSULTING, avait engendré sur l'exercice 2015 la comptabilisation de produits et produits à recevoir pour un montant de 2 310 185 €. Ces montants estimatifs ont fait l'objet d'un chiffrage définitif à hauteur de 2 928 706 €. Un produit complémentaire a donc été comptabilisé à hauteur de 618 521 €.

    - **TVA déductible de l'exercice 2016 :** la méthode de l'affectation a été appliquée à l'exercice 2016, ce qui a donné lieu à la comptabilisation d'un produit à recevoir de 403 457 €. Ce montant estimatif a fait l'objet d'un chiffrage définitif à hauteur de 631 085 €.
      Un produit complémentaire a donc été comptabilisé à hauteur de 227 628 €.

    - **TVA déductible des exercices 2017 et 2018 :**
      - Concernant la TVA déductible de l'exercice 2017 : la méthode de l'affectation appliquée à l'exercice 2017 a abouti au chiffrage d'une charge exceptionnelle de 95 K€, comptabilisée sur l'exercice 2018,
      - Concernant la TVA déductible de l'exercice 2018 : la méthode de l'affectation appliquée à l'exercice 2018 a abouti au chiffrage d'une charge exceptionnelle de 70 K€, comptabilisée sur l'exercice 2018.

    - **TVA déductible de l'exercice 2019 :**

      - Concernant la TVA déductible de l'exercice 2019 : la méthode de l'affectation appliquée à l'exercice 2019 a abouti au chiffrage d'un produit exceptionnel de 781 K€, comptabilisée sur l'exercice 2019.

    Parallèlement à cela, l'application de la méthode de l'affectation pour le calcul de la TVA déductible a fait l'objet d'une demande de rescrit déposée auprès de l'administration fiscale le 22/02/2017.
    Au 31/12/2017, dans l'attente d'une position de l'administration fiscale, l'établissement a provisionné l'intégralité des sommes comptabilisées en produits exceptionnels soit 3 559 792€.

Le 08/02/2018, l'administration fiscale a statué sur la demande de changement de méthode de déduction de la TVA et a accepté son application à compter du dépôt de la demande de rescrit. La réponse a toutefois remis en question l'application rétroactive de cette méthode aux exercices antérieurs. Dès lors, l'établissement a maintenu l'évaluation du risque initiale soit 100 % des produits comptabilisés pour un montant de 3 559 792 €.

Le 06/04/2018, une demande de second examen a été sollicitée par le CHU, conformément aux dispositions de l'article L 80 B du livre des procédures fiscales. A ce jour, l'établissement a été informé que le Collège de second examen se tiendrait à la DRFIP le 02/07/2018.

En date du 28/08/2018, la DDFiP a adressé au CHU l'avis du Collège de second examen.

Ce dernier a considéré que le crédit de TVA relatif à l'année 2012 a valablement été constitué et pouvait faire l'objet d'une imputation ou d'un remboursement.
Dès lors, le CHU a, d'une part demandé le remboursement du crédit de TVA total existant à cette date, soit 2 390 144 €, sur la déclaration CA3 d'août 2018, et d'autre part, repris l'intégralité de la provision pour risques précédemment constatée.

Le 8/04/2019, le CHU a reçu un avis de vérification de comptabilité émanant de la DGFiP.
Ce contrôle porte sur les taxes sur le chiffre d'affaires sur la période allant du 01/01/2016 au 28/02/2019.
Le contrôle a débuté le 23/04/2019; et s'est terminée en décembre 2019 et une proposition de rectification a été notifiée le 13 décembre 2019 par le vérificateur.

Il résulte un redressement de TVA du en majeure partie à l'intégration des frais financiers au cout de revient de l'hôpital Pasteur 2.
Le montant du redressement est de près de 6,5 M€. Une procédure est actuellement en cours afin de contester ce montant. En 2018, la somme de 700 000 a été provisionnée. Compte tenu du redressement encouru une dotation complémentaire de 5,8 M€ a été comptabilisée en 2019

Le crédit de TVA de 2 390 144€ a été remboursé en avril 2020.

- Le dispositif de livraison à soi-même relatif aux mandats 2019 de l'opération PASTEUR 2 a été comptabilisé, et s'est traduit par :

  - Constatation de la TVA qui aurait dû être déduite pour 1 490 213 € ;

  - Intégration du bâtiment pour le montant HT pour 9 048 481 € ;

  - Comptabilisation de la LASM P2 soit :
    - Constatation de la TVA déductible et liquidée au taux de 9 % (taux de l'opération P2), soit 137 194 €
    - Activation de la part non déductible de la TVA soit 1 393 252 €

Pour rappel, la livraison à soi-même (LASM) de l'opération PASTEUR 2 a été déclarée sur la CA3 de novembre 2017 et s'est traduite par un crédit de TVA de 2 545 603 €, déclaré sur la base de l'analyse chiffrée réalisée par le cabinet ALTRA CONSULTING.

- Charges Constatées d'Avances :

Le poste des charges constatées d'avance s'élève à 4,79 M€ au 31/12/2019, en augmentation de 1 210 K€ par rapport à 2018.

Ce poste enregistre principalement l'étalement de l'assurance dommage construction de Pasteur 2, sur la durée de la garantie décennale, pour un montant de 500 K€.

Cette assurance a fait l'objet d'une réévaluation de 2,07 M€ en 2019 suite à l'actualisation de la valeur de la construction. Il a été décidé d'étaler ce montant sur la durée restant à courir de l'assurance initiale, soit de 2019 à 2025.
Cet étalement induit une augmentation de 1,8 M€ des Charges constatées d'avance.

## 1.5. NOTE RELATIVE AUX POSTES DU BILAN

### 1.5.1. Etat BI1 Tableau des immobilisations

| | Compte | Valeur brute 31/12/2018 | Correction BO | Valeur brute 31/12/2018 Après correction | Augmentation | Diminution | Valeur brute 31/12/2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Immobilisations incorporelles** | | **16 531 453** | - | **16 531 453** | **5 982 709** | **37 785** | **22 476 377** |
| Frais d'établissement | 201 | 139 119 | | 139 119 | - | - | 139 119 |
| Frais de recherche et dvpmt | 203 | 965 602 | | 965 602 | 108 455 | 37 785 | 1 036 272 |
| Concessions, droits | 205 | 15 240 973 | | 15 240 973 | 2 644 202 | | 17 885 175 |
| Autres immos incorporelles | 208 | - | | - | - | - | - |
| Immos incorporelles en cours | 237 | 185 759 | | 185 759 | 3 230 052 | - | 3 415 811 |
| **Immobilisations corporelles** | | **930 086 718** | - | **930 086 718** | **39 024 835** | **58 063 293** | **911 048 260** |
| Terrains | 211-212 | 7 714 281 | | 7 714 281 | - | 612 388 | 7 101 893 |
| Constructions | 213-214 | 713 179 519 | | 713 179 519 | 13 624 549 | 43 935 540 | 682 868 528 |
| Installations techniques | 215 | 118 648 442 | | 118 648 442 | 4 662 458 | 1 853 110 | 121 457 790 |
| Autres immobilisations corporelles | 218 | 78 685 354 | | 78 685 354 | 3 389 464 | 325 134 | 81 749 683 |
| Immobilisations corporelles en cours | 238 | 11 859 123 | | 11 859 123 | 17 348 364 | 11 337 121 | 17 870 366 |
| Immobilisations reçues en affectation | | - | | | | | - |
| Immobilisations mises à disposition | | - | | | | | - |
| **Immobilisations financières** | | **446 172** | - | **446 172** | **1 222** | **15 704** | **431 690** |
| Participations et créances rattachées | 260 | 296 701 | | 296 701 | | | 296 701 |
| Autres immobilisations fincières | 270 | 149 471 | | 149 471 | 1 222 | 15 704 | 134 989 |
| **TOTAL VALEURS BRUTES** | | **947 064 343** | - | **947 064 343** | **45 008 766** | **58 116 781** | **933 956 328** |

## 1.5.2. Etat BI2 Tableau des amortissements

| | Compte | Amortissements cumulés 31/12/2018 Solde créditeur | Correction BO | Amortissements cumulés 31/12/2018 Après correction | Augmentation | Diminution | Amortissements cumulés 31/12/2019 Solde créditeur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | |
| **Immobilisations incorporelles** | | **11 598 340** | - | **11 598 340** | **1 077 481** | - | **12 675 821** |
| Frais d'établissement | 2 801 | 139 119 | | 139 119 | | | 139 119 |
| Frais de recherche et dvpmt | 2 803 | 281 550 | | 281 550 | 4 228 | | 285 778 |
| Concessions, droits | 2 805 | 11 177 671 | | 11 177 671 | 1 073 253 | | 12 250 924 |
| Autres immos incorporelles | 2 808 | - | | | | - | - |
| Immos incorporelles en cours | | | | | | | - |
| **Immobilisations corporelles** | | **441 823 411** | - | **441 823 411** | **32 031 660** | **40 675 463** | **433 179 609** |
| Terrains | 2811-2812 | 1 587 559 | | 1 587 559 | 39 776 | | 1 627 335 |
| Constructions | 2813-2814 | 284 540 340 | - | 284 540 340 | 19 579 244 | 38 629 390 | 265 490 194 |
| Installations techniques | 2 815 | 89 458 415 | | 89 458 415 | 7 964 858 | 1 724 799 | 95 698 474 |
| Autres immobilisations corporelles | 2 818 | 66 237 096 | | 66 237 096 | 4 447 782 | 321 273 | 70 363 605 |
| | | | | | - | | - |
| Immobilisations mises à disposition | 282 | - | | - | | | - |
| **TOTAL AMORTISSEMENTS** | | **453 421 751** | - | **453 421 751** | **33 109 141** | **40 675 463** | **445 855 429** |

### 1.5.3. Etat BI3 Variation des capitaux propres

| Capitaux propres (en K€) | 31/12/2018 | Correction BO | 31/12/2018 Après Correction | Affectation du résultat | Augmentation | Diminution | 31/12/2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Apports** | **82 333 683** | | **82 333 683** | | **362 659** | | **82 696 342** |
| **Réserves** | **134 916 066** | | **134 916 066** | **3 003 527** | **1 001 874** | **192 994** | **138 728 474** |
| Excédents affectés à l'investissement | 102 298 622 | | 102 298 622 | 2 377 923 | 938 311 | 129 431 | 105 485 425 |
| Réserve de trésorerie | 24 021 721 | | 24 021 721 | | | | 24 021 721 |
| Réserves de compensation | 8 595 724 | | 8 595 724 | 625 604 | 63 563 | 63 563 | 9 221 328 |
| **Report à nouveau** | **- 176 927 444** | | **- 182 287 303** | **- 6 607 853** | **-** | **-** | **- 188 895 156** |
| Report à nouveau excédentaire | - | 35 477 | 35 477 | | | - | 35 477 |
| Report à nouveau déficitaire | - 176 927 444 | - 5 395 336 | - 182 322 780 | - 6 607 853 | | | - 188 930 632 |
| **Résultat de l'exercice ( exédent ou déficit)** | **- 3 604 325** | | **- 3 604 325** | **3 604 325** | **8 150 660** | | **8 150 660** |
| | - | | - | | | | - |
| **Subventions d'investissement** | **19 733 499** | | **19 733 499** | | **3 904 512** | **1 129 626** | **22 508 385** |
| | - | | | | | | - |
| **Provisions Réglementées** | **50 902 529** | - | **50 902 529** | | **12 411 579** | **21 240 231** | **42 073 877** |
| **Droits de l'affectant** | | | | | | | |
| **TOTAL CAPITAUX PROPRES** | **107 354 008** | **- 5 359 859** | **101 994 150** | **- 0** | **25 831 283** | **22 562 851** | **105 262 582** |

### 1.5.4. Etat BI4 Tableau synthétique des provisions pour risques et charges :

| | 31/12/2018 | Corrections BO | 01/01/2019 Après corrections | Dotations de l'exercice 2019 | Reprises de l'exercice 2019 | 31/12/2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Provisions pour risques et charges** | | | | | | |
| C/151 : Provisions pour risques | | | | | | |
| *C/ 1511 provisions pour litiges* | 416 146 | 0 | 416 146 | 206 752 | 115 217 | 507 682 |
| *C/ 1518 autres provisions pour risques* | 1 744 402 | | 1 744 402 | 5 797 514 | 46 795 | 7 495 121 |
| TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES | 2 160 549 | 0 | 2 160 549 | 6 004 266 | 162 012 | 8 002 803 |
| C/153 : Provisions réglementées pour charges de personnel liées à la mise en œuvre du compte épargne temps (CET) | 15 148 912 | 5 359 859 | 20 508 771 | 675 304 | 1 265 726 | 19 918 349 |
| C/157 : Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices | 0 | | 0 | | | 0 |
| C/158 : Autres provisions pour charges | 5 772 427 | | 5 772 427 | 2 553 419 | 1 279 011 | 7 046 836 |
| TOTAL PROVISIONS POUR CHARGES | 20 921 339 | 5 359 859 | 26 281 198 | 3 228 723 | 2 544 737 | 26 965 184 |
| TOTAL | 23 081 888 | 5 359 859 | 28 441 746 | 9 232 990 | 2 706 749 | 34 967 987 |

## 1.5.5. Etat BI5 Tableau synthétique des subventions d'équipements transférables

| RUBRIQUES | Subventions au début de l'exercice | Reprises déja constatées | Montants perçus dans l'exercice et apurement de la subvention | Reprises de l'exercice et apurement de la subvention | Reste à amortir au 31/12 |
|---|---|---|---|---|---|
| C/ 1311 - Etat et Etablissements Nationaux | 429 942.06 | 390 844.87 | 0.00 | 9 374.69 | 29 722.50 |
| C/ 13121 - Subv equipt – Ecoles et Inst Form Prof | 452 516.21 | 154 884.81 | 109 431.77 | 32 780.89 | 379 282.28 |
| C/ 13128 - Autres | 725 695.26 | 155 925.66 | 0.00 | 28 533.85 | 541 236.25 |
| C/ 1313 - Départements | 5 372 264.42 | 1 994 207.95 | 35 733.12 | 458 077.42 | 2 955 712.17 |
| C/ 1314 - Communes | 0.00 | 0,00 | 0,00 | 0.00 | 0.00 |
| C/ 1315 - Autres collectivités et EPL | 751 837,70 | 84 309,00 | 0,00 | 19 330.80 | 648 197.90 |
| C/ 1316 - GHT - Contributions aux investissements | 0.00 | 0,00 | 0,00 | 0.00 | 0.00 |
| C/ 13181 - Versts lib-exonération taxe apprentissag | 87 897,89 | 55 101,63 | -19 765.69 | -4 139.99 | 17 170,56 |
| C/ 13182 - FMESPP | 681 743.76 | 19 147,72 | 646 373,73 | 0.00 | 1 308 969.77 |
| C/ 13183 - Fonds d'intervention regional (FIR) | 3 938 348.00 | 27 963,55 | 2 100 536,00 | 101 178,13 | 5 909 742,32 |
| C/ 13187 - MIGAC | 836 327.00 | 28 119,72 | 1 100 615,00 | 30 446,45 | 1 878 375,83 |
| C/ 13188 - Autres subventions | 11 066 335,49 | 1 703 904,00 | -68 412,24 | 454 043.82 | 8 839 975,43 |
| TOTAL | 24 347 908.29 | 4 614 408,91 | 3 904 511,69 | 1 129 626.06 | 22 508 385,01 |

Les financements qui n'ont pu être enregistrés car conditionnés à la présentation de pièces justificatives relatives à la réalisation de la dépense sont listés ci-dessous :

| ARRETE | AIDE A L'INVESTISSEMENT | MONTANT en € |
|---|---|---|
| FIR 2019 | Plan d'Equipements Hors urgences | 320 000 |
| FIR 2019 | Plan d'Equipement Exceptionnel Urgences | 179 000 |
| CD06 - 2019-380 | Outil de diagnostic pour la stéatose hépathique | 14 700 |
| CD06 - 2019-381 | Muse 06 | 10 000 |
| CD06 - 2019-382 | Optimisation de la prise en charge des patient avec un cancer pulmonaire grâce L'intelligence Artificielle | 148 500 |
| CD06 - 2019-383 | Projet DA CAPO Depistage du cancer du poumon | 150 000 |
| CD06 - 2019-384 | Recherche des résodus médicamenteeux et substances chimique | 135 000 |
| CD06 - 2019-385 | Profil cytokiniquedes patients présentant une GEM | 16 116 |
| CD06 - 2019-394 | Plateforme interactive de télémédecine pour les patients atteints de maladies en neurologie et néphrologie | 77 948 |
| CD06 - 2019-396 | Histo Pathologie numérique | 164 411 |
| 2018-12410 REGION PACA | E SANTE TELEMEDECINE | 23 611 |
| 2018 13120 - REGION PACA | ACCEUIL DES FAMILLES AU SERVIDCE D ONCOHEMATOLOGIE | 7 989 |
| 2018 12253- REGION PACA | AIDE EQUIPEMENT ACCEUIL FAMILLE SERVICES OCONHEMATOLOGIE | 13 474 |
| 2017 FMEPS | HOPITAL NUMERIQUE | 203 600 |
| 2017 AC SSR 2017 PHASE4 | Aides à l'investissement - Falaise | 1 186 388 |
| 2 016 | PROGRAMME PHARE | 36 670 |
| | **TOTAL** | **2 687 407** |

### 1.5.6. Etat BI6 Tableau des RAR amiable et contentieux :

| | Hospitalisés et Consultants | Caisses de Sécurité sociale | Etat | Département | Auters tiers payants | Autres débiteurs | Débiteurs divers |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Amiable | 8 113 432 | 42 250 060 | 345 847 | 2 353 592 | 14 926 075 | 612 000 | 43 953 534 |
| Contentieux | 2 908 797 | . | 267 | 280 051 | 3 260 | 28 | 177 952 |
| Total | 11 022 229 | 42 250 060 | 346 114 | 2 633 643 | 14 929 334 | 612 028 | 44 131 486 |

### 1.5.7. Etat BI7 Tableau des RAR amiable et contentieux au 31/12 sur hospitalisés et consultants

| | Moins de 20 euros | | De 20 euros à 100 euros (1) | | De 100 euros à 1000 euros (2) | | plus de 1000 euros | | TOTAL | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| LIBELLE | Nombre de titres (pour EPS uniquement) | Montant | Nombre de titres (pour EPS uniquement) | Montant | Nombre de titres (pour EPS uniquement) | Montant | Nombre de titres (pour EPS uniquement) | Montant | Nombre de titres (pour EPS uniquement) | Montant |
| Amiable | 33 137,0 | 408 439,1 | 29 348,0 | 1 226 214,1 | 10 865,0 | 2 607 422,9 | 1 297,0 | 3 871 356,3 | 74 647,0 | 8 113 432,3 |
| Contentieux | 3 709,0 | 46 501,0 | 4 741,0 | 199 023,4 | 2 969,0 | 934 598,1 | 508,0 | 1 728 674,1 | 11 927,0 | 2 908 796,7 |
| Total | 36 846,0 | 454 940,1 | 34 089,0 | 1 425 237,5 | 13 834,0 | 3 542 021,0 | 1 805,0 | 5 600 030,4 | 86 574,0 | 11 022 229,0 |

## 1.5.8. Etat BI8 Etat de la dette financière à long et moyen terme

Indiquer le montant global

| COMPTES | Balance de sortie N-1 | Exercice N | | Balance de sortie N |
|---|---|---|---|---|
| | | Masses débitrices | Masses créditrices | |
| **C/163 Emprunts obligataires in fine** | **44 000 000,00 €** | **11 000 000,00 €** | | **33 000 000,00 €** |
| C/1631 Emprunts obligataires remboursables in fine | 25 000 000,00 € | 10 000 000,00 € | | 15 000 000,00 € |
| C/1632 Opérations sur capital non échu des emprunts obligataires remboursables in fine - anticipation du remboursement en capital | | | | |
| C/1638 Autres emprunts obligataires | 19 000 000,00 € | 1 000 000,00 € | | 18 000 000,00 € |
| **C/164 Emprunts auprès des établissements de crédit** | **364 240 650,34 €** | **22 478 281,77 €** | 35 500 000,00 € | **377 262 368,57 €** |
| C/ 1641 Emprunts en euros | 364 240 650,34 € | 22 478 281,77 € | 35 500 000,00 € | 377 262 368,57 € |
| C/ 1643 Emprunts en devises | | | | |
| C/ 1644 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie | | | | |
| C/ 1645 Remboursements temporaires sur emprunt auprès des établissements de crédit | | | | |
| C/ 16451 Remboursements temporaires sur emprunt en euros | | | | |
| C/ 16452 Remboursements temporaires sur emprunt en devises | | | | |
| **C/167 Emprunts assortis de conditions particulières** | **30 147,69 €** | **30 147,69 €** | | |
| C/ 1673 Prêts de l'Etat | | | | |
| C/ 1674 Avances remboursables du FMESPP | | | | |
| C/ 1675 Dettes - Partenariats public-privé | | | | |
| C/ 1676 Prêts des collectivités et établissements publics locaux | | | | |
| C/ 1677 Prêts des caisses d'assurance maladie | 21 147,69 € | 21 147,69 € | | |
| C/ 1678 Autres prêts assortis de conditions particulières | 9 000,00 € | 9 000,00 € | | |
| **C/168 Autres emprunts et dettes assimilées (sauf ICNE)** | | | | |
| **TOTAL** | **408 270 798,03 €** | **33 508 429,46 €** | **35 500 000,00 €** | **410 262 368,57 €** |

| | |
|---|---|
| Remboursement du capital des emprunts in fine arrivés à échéance dans l'année (3) | 10 000 000 |
| (3) ce montant est calculé à partir de la formule suivante: (D1631 - C1632) + D1632 | |

## RECAPITULATIF PAR PRETEUR (hors emprunts obligataires in fine)

| Prêteur | Encours au 31/12 |
|---|---|
| **TOTAL** | **377 262 368,57 €** |
| CDC | 58 831 841,10 € |
| SG | 21 400 986,28 € |
| RI | 21 236 110,90 € |
| France Mutualiste | 4 387 932,06 € |
| CREDIT AGRICOLE | 19 000 000,00 € |
| CE | 41 124 735,96 € |
| PBB | 26 666 666,75 € |
| Crédit Foncier | 34 625 000,00 € |
| Carsat | 0,00 € |
| SFIL CAFFIL | 98 864 095,52 € |
| BANQUE POSTALE | 51 125 000,00 € |
| CAF | 0,00 € |

## RECAPITULATIF PAR LIGNE OBLIGATAIRE (ventilation du compte 1631)

| Ligne | Prêteur | Durée résiduelle | Type d'indexation |
|---|---|---|---|
| 1631000 | EMISSION OBLIGATAIRE | 0.0 ans | F |
| 1631001 | EMISSION OBLIGATAIRE | 0.33 ans | F |
| 1631002 | EMISSION OBLIGATAIRE | 3.12 ans | F |

## PROFIL D'EXTINCTION DE TOUTE LA DETTE FINANCIERE A MOYEN ET LONG TERME EXISTANT AU 31/12 (y

| Exercice | Remboursement en capital* | Capital restant dû |
|---|---|---|
| N | 33 508 429,46 € | 410 262 368,57 € |
| N + 1 | 29 541 578,69 € | 391 220 789,88 € |
| N + 2 | 25 805 433,95 € | 365 415 355,93 € |
| N + 3 | 25 946 119,69 € | 339 469 236,24 € |
| N + 4 | 34 963 910,62 € | 304 505 325,62 € |
| N + 5 | 25 979 900,21 € | 278 525 425,41 € |
| N + 6 | 26 140 250,28 € | 252 385 175,13 € |
| N + 7 | 26 307 766,41 € | 226 077 408,72 € |
| N + 8 | 26 093 888,95 € | 199 983 519,77 € |
| N + 9 | 21 832 298,71 € | 178 151 221,06 € |
| N + 10 | 21 190 020,61 € | 156 961 200,45 € |
| N + 11 | 21 039 656,49 € | 135 921 543,98 € |
| N + 12 | 19 348 268,58 € | 116 573 275,40 € |
| N + 13 | 19 191 271,14 € | 97 382 004,26 € |
| N + 14 | 18 294 097,95 € | 79 087 906,31 € |
| N + 15 | 15 259 527,78 € | 63 828 378,53 € |
| N + 16 | 13 133 386,01 € | 50 694 992,52 € |
| N + 17 | 13 104 781,55 € | 37 590 210,97 € |
| N + 18 | 12 490 648,12 € | 25 099 562,85 € |
| N + 19 | 11 328 783,00 € | 13 770 779,85 € |
| N + 20 | 7 604 356,56 € | 6 166 423,29 € |
| N + 21 | 4 657 453,42 € | 1 508 969,87 € |
| N + 22 | 1 375 526,61 € | 133 443,26 € |
| N + 23 | 133 443,26 € | 0,00 € |

## Etat AO : Suivi Appel d'Offres

| Consultations pour emprunts | | | | Contrats de prêt signés | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| No de Suivi (un numéro de suivi par consultation, si besoin "dédoubler" les lignes si plusieurs contrats signés pour une même consultation) | Mois de consultation (1) | Durée demandée en années | Montant demandé (2) | Numéro du contrat associé (si prêt signé) SINON INSCRIRE "NON SUIVI" | MONTANT DU CONTRAT DU PRET "mettre 0 si consultation non suivie de prêt" (4) | Conditions financières obtenues (6) | Taux de couverture (4)/(2) ** (si un muméro de suivi=un numéro de contrat signé) |
| 1 | Avril | 20,25 | 10 000 000 | 1641877 | 10 000 000 | 1,43 | 100,00% |
| 1 | Avril | 20 | 10 000 000 | 1641878 | 10 000 000 | 1,65 | 100,00% |
| 1 | Avril | 20 | 5 000 000 | 1641879 | 5 000 000 | 0,60 | 100,00% |
| 1 | Avril | 20 | 5 500 000 | 1641880 | 5 500 000 | 1,52 | 100,00% |
| 1 | Avril | 20 | 10 500 000 | 1641881 | 10 500 000 | 0,81 | 100,00% |
| TOTAL | | | **41 000 000** | | **41 000 000** | | **100,00%** |

## 1.5.9. Informations complémentaires sur l'état de la dette financière à long et moyen terme

### Caractéristiques Générales (1)

| Référence emprunt | CARACTERISTIQUES GENERALES A L'ORIGINE DU CONTRAT | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Numéro de contrat | Etablissement de crédit | Date de signature du contrat | Date de consolidation du prêt 1 | Date d'échéance du prêt | Montant nominal contractuel | Type de taux (F, V ou C) 2 | Formule de calcul du taux d'intérêt initial 3 | Taux d'intérêt initial 4 | Taux actuariel initial | Devise | Modalités de remboursement du capital 5 | Périodicité de remboursement du capital 6 |
| **C/163 Emprunts obligataires** | | | | | | 45 000 000,00 € | | | | | | | |
| C/1631 Emprunts obligataires remboursables in fine | | | | | | 26 000 000,00 € | | | | | | | |
| 1631000 | EO 10M 2000 | EMISSION OBLIGATAIRE | 20/06/2000 | 20/06/2000 | 20/06/2010 | 10 000 000,00 € | F | Taux fixe A 4.375 % | 4,38% | 4,44% | EUR | F | |
| 1631001 | EO 5M 2010 | EMISSION OBLIGATAIRE | 29/04/2010 | 29/04/2010 | 29/04/2020 | 5 000 000,00 € | F | Taux fixe A 3.625 % | 3,62% | 3,62% | EUR | F | |
| 1631002 | EO 10M 2013 | EMISSION OBLIGATAIRE | 14/02/2013 | 14/02/2013 | 14/02/2023 | 10 000 000,00 € | F | Taux fixe A 3.65 % | 3,65% | 3,65% | EUR | F | |
| C/1638 Autres emprunts obligataires | | | | | | 20 000 000,00 € | | | | | | | |
| 1638000 | 1638000 | EMISSION OBLIGATAIRE | 17/07/2017 | 03/08/2017 | 03/08/2037 | 20 000 000,00 € | F | Taux fixe A 1.817 % | 1,82% | 1,82% | EUR | AC | A |
| **C/164 Emprunts auprès des établissements de crédit** | | | | | | **525 888 140,82 €** | | | | | | | |
| C/1641 Emprunts en euros | | | | | | 525 888 140,82 € | | | | | | | |
| 1641050-ream | 1294774 | CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS | 01/01/2017 | 01/01/2017 | 01/02/2033 | 23 828 406,82 € | V | Livret A + 1.50 | 2,31% | 2,31% | EUR | AC | A |
| 1641343 | MPH241200-ream | SFIL CAFFIL | 10/07/2008 | 01/10/2008 | 01/10/2023 | 4 533 333,33 € | F | Taux fixe A 4.495 % | 4,50% | 4,50% | EUR | AC | T |
| 1641346 | MN241137EUR/0251610 | SFIL CAFFIL | 01/07/2008 | 01/07/2008 | 01/07/2030 | 28 000 000,00 € | F | Taux fixe A 4.61 % | 4,61% | 4,68% | EUR | P | A |
| 1641347 | MN241137EUR/0251610 | SFIL CAFFIL | 01/07/2010 | 01/07/2010 | 01/07/2040 | 10 000 000,00 € | F | Taux fixe A 4.65 % | 4,65% | 4,72% | EUR | P | A |
| 1641348 | MPH270015EUR | SFIL CAFFIL | 04/07/2008 | 30/06/2011 | 01/07/2041 | 23 000 000,00 € | C | Taux fixe annuelle A 4.36 % (date d'exercice 01/07/2010) | 4,30% | 4,42% | EUR | AC | A |
| 1641349 | MN242802EUR | SFIL CAFFIL | 01/07/2008 | 01/07/2008 | 01/07/2038 | 26 000 000,00 € | F | Taux fixe A 4.13 % | 4,13% | 4,19% | EUR | P | A |
| 1641350 | MN242837EUR | SFIL CAFFIL | 01/07/2008 | 01/07/2008 | 01/07/2038 | 16 000 000,00 € | F | Taux fixe A 4.13 % | 4,13% | 4,19% | EUR | P | A |
| 1641851 | 17003/003/002 | SOCIETE GENERALE | 01/07/2010 | 01/07/2010 | 01/07/2040 | 13 000 000,00 € | C | Taux fixe A 4.2 % | 4,20% | 4,26% | EUR | P | A |
| 1641852 | 2009-071/A1000107 | CAISSE D'EPARGNE | 31/12/2009 | 31/12/2009 | 28/12/2029 | 7 000 000,00 € | F | Taux fixe A 4.65 % | 4,65% | 4,80% | EUR | AC | T |
| 1641853 | 17004/004/001 | SOCIETE GENERALE | 31/12/2010 | 31/12/2010 | 31/12/2030 | 7 500 000,00 € | F | Taux fixe A 4.83 % | 4,83% | 4,90% | EUR | AC | T |
| 1641854 | 2009-072/A1000108 | CAISSE D'EPARGNE | 31/12/2010 | 31/12/2010 | 28/12/2030 | 15 500 000,00 € | F | Taux fixe A 4.83 % | 4,83% | 4,90% | EUR | AC | T |
| 1641855 | LLN.CHUNice | Rivage Investment | 25/01/2012 | 25/01/2012 | 25/01/2042 | 10 000 000,00 € | F | Taux fixe A 5.00 % | 5,00% | 5,13% | EUR | AC | M |
| 1641857 | A1012114/CE 2012.027 | CAISSE D'EPARGNE | 23/02/2012 | 25/05/2012 | 25/05/2027 | 10 000 000,00 € | F | Taux fixe A 5.61 % | 5,61% | 5,70% | EUR | AC | M |
| 1641858 | SG-10M | SOCIETE GENERALE | 04/07/2012 | 09/07/2012 | 09/07/2032 | 10 000 000,00 € | F | Taux fixe A 4.65 % | 4,65% | 5,12% | EUR | AC | T |
| 1641859-ream | 1294776 | CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS | 12/09/2012 | 01/01/2017 | 01/11/2042 | 2 747 333,28 € | V | Livret A + 1.1 | 1,85% | 1,85% | EUR | AC | T |
| 1641860-ream | 1294777 | CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS | 24/10/2012 | 01/01/2017 | 01/02/2028 | 7 400 000,05 € | V | Livret A + 1 | 1,75% | 1,75% | EUR | AC | T |
| 1641861 | PBB-50M | Deutsche Pfandbriefbank AG | 17/12/2012 | 28/12/2012 | 28/12/2027 | 50 000 000,00 € | V | Euribor 3M + 2.7 | 2,80% | 2,98% | EUR | AC | T |
| 1641862 | 0021 447 W | CREDIT FONCIER DE FRANCE | 21/01/2013 | 25/01/2013 | 25/01/2033 | 20 000 000,00 € | F | Taux fixe A 5.1 % | 5,10% | 5,28% | EUR | AC | T |
| 1641863-ream | 1294778 | CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS | 25/01/2013 | 01/01/2017 | 01/02/2033 | 8 431 077,44 € | V | Livret A + 1.50 | 2,31% | 2,31% | EUR | AC | A |
| 1641864 | A10130011 | CAISSE D'EPARGNE | 31/01/2013 | 08/08/2013 | 25/08/2028 | 15 000 000,00 € | F | Taux fixe A 4.77 % | 4,77% | 4,80% | EUR | AC | M |
| 1641865 | 0 028 281 D | CREDIT FONCIER DE FRANCE | 17/12/2013 | 13/01/2014 | 13/01/2034 | 30 000 000,00 € | F | Taux fixe A 3.99 % | 3,99% | 4,11% | EUR | AC | T |
| 1641866 | MON281000EUR | BANQUE POSTALE | 20/01/2014 | 20/03/2014 | 01/04/2034 | 40 000 000,00 € | V | Euribor 12M + 1.74 | 2,32% | 2,36% | EUR | AC | A |
| 1641867 | MON606983EUR | BANQUE POSTALE | 22/12/2015 | 22/12/2015 | 01/01/2031 | 15 000 000,00 € | F | Taux fixe A 2.08 % | 2,08% | 2,08% | EUR | AC | T |
| 1641868 | 6120347 | CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS | 18/12/2015 | 18/12/2015 | 01/01/2041 | 10 000 000,00 € | V | (Livret A + 1)-Floor 0 sur Livret A | 1,75% | 1,75% | EUR | AC | T |
| 1641869 | | | | | | | | | | | | | |
| 1641870 | A1015706 | CAISSE D'EPARGNE | 18/12/2016 | 22/02/2016 | 25/02/2036 | 1 000 000,00 € | F | Taux fixe A 3.24 % | 3,24% | 3,28% | EUR | AC | T |
| 1641871 | A1016501 | CAISSE D'EPARGNE | 29/09/2016 | 27/07/2016 | 25/08/2036 | 15 000 000,00 € | F | Taux fixe A 2.04 % | 2,04% | 2,07% | EUR | AC | T |
| 1641872 | 1001281800 | France Mutualiste | 15/11/2016 | 21/11/2016 | 21/11/2036 | 5 000 000,00 € | F | Taux fixe A 2.6 % | 2,60% | 2,63% | EUR | P | M |
| 1641873 | A1016501 | Rivage Investment | 25/11/2016 | 25/11/2016 | 25/08/2036 | 9 875 000,00 € | F | Taux fixe A 2.04 % | 2,04% | 2,07% | EUR | AC | T |
| 1641874 | [illegible] | SFIL CAFFIL | 05/09/2016 | 25/09/2016 | 01/07/2036 | 10 000 000,00 € | F | Taux fixe A 1.83 % | 1,83% | 1,87% | EUR | AC | T |
| 1641875 | 00001721302 | CREDIT AGRICOLE | 30/05/2018 | 10/08/2018 | 10/08/2038 | 10 000 000,00 € | F | Taux fixe A 1.8 % | 1,80% | 1,81% | EUR | AC | T |
| 1641876 | 5245050 | CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS | 11/06/2018 | 11/06/2018 | 01/07/2038 | 10 000 000,00 € | F | Taux fixe A 1.82 % | 1,82% | 1,82% | EUR | P | T |
| 1641877 | A1018A43 | CAISSE D'EPARGNE | 18/07/2018 | 25/07/2018 | 25/07/2038 | 5 000 000,00 € | V | (Livret A + 0.65)-Floor 0 sur Livret A | 1,40% | 1,43% | EUR | AC | T |
| 1641878 | MON528781EUR | BANQUE POSTALE | 06/08/2018 | 10/08/2018 | 01/08/2038 | 10 000 000,00 € | F | Taux fixe A 1.43 % | 1,43% | 1,46% | EUR | AC | T |
| 1641879 | 008022501 | CREDIT AGRICOLE | 17/08/2018 | 20/08/2018 | 20/08/2038 | 10 000 000,00 € | F | Taux fixe A 1.05 % | 1,05% | 1,08% | EUR | AC | T |
| 1641880 | A1018276 | CAISSE D'EPARGNE | 04/08/2018 | 04/11/2018 | 25/07/2040 | 5 000 000,00 € | V | (Euribor 3M + 0.6)-Floor 0 sur Euribor 3M | 0,80% | 0,81% | EUR | | |
| 1641881 | A1018277 | Rivage Investment | 18/07/2018 | 01/08/2018 | 25/08/2038 | 5 500 000,00 € | F | Taux fixe A 1.52 % | 1,52% | 1,55% | EUR | P | T |
| | 1641881 | CAISSE D'EPARGNE | 18/07/2018 | 18/07/2018 | 24/07/2040 | 10 500 000,00 € | V | (Euribor 3M + 0.61)-Floor 0 sur Euribor 3M | 0,81% | 0,82% | EUR | | |
| C/1643 Emprunts en devises | | | | | | | | | | | | | |
| C/1644 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie | | | | | | | | | | | | | |
| **C/167 Emprunts assortis de conditions particulières** | | | | | | **467 954,55 €** | | | | | | | |
| C/1673 Prêts de l'Etat | | | | | | | | | | | | | |
| C/1674 Avances remboursables du FMESPP | | | | | | | | | | | | | |
| C/1675 Dettes - Partenariats public-privé | | | | | | | | | | | | | |
| C/1676 Prêts des collectivités et établissements publics locaux | | | | | | | | | | | | | |
| C/1677 Prêts des caisses d'assurance maladie | | | | | | 422 954,55 € | | | | | | | |
| 1677043 | 1295 | Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail | 21/04/1998 | 31/10/1999 | 31/10/2016 | 422 954,55 € | F | Taux fixe A 0 % | 0,00% | 0,00% | FRF | AC | A |
| C/1678 Autres prêts assortis de conditions particulières | | | | | | 45 000,00 € | | | | | | | |
| 20140870 | 20140870 | Caisse Allocations Familiales | 13/08/2014 | 20/12/2014 | 20/01/2019 | 45 000,00 € | F | Taux fixe A 0 % | 0,00% | 0,00% | EUR | AC | A |
| **C/168 Autres emprunts et dettes assimilées (sauf ICNE)** | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL | | | | | | 571 356 095,37 € | | | | | | | |

## Caractéristiques Générales (2)

| Référence emprunt | NIVEAU DE RISQUE (Charte Gissler) avant couverture | | SI RISQUE >= 2A | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Niveau de risque de l'indice (chiffre) | Niveau de risque de la structure (lettre) | Date de passage en phase structurée 7 | Date d'échéance de la phase structurée 8 | Formule de calcul du taux d'intérêt de la phase structurée 9 |
| **C/163 Emprunts obligataires** | | | | | |
| C/1631 Emprunts obligataires remboursables in fine | | | | | |
| 1631000 | 1 | A | | | |
| 1631001 | 1 | A | | | |
| 1631002 | 1 | A | | | |
| C/1638 Autres emprunts obligataires | | | | | |
| 1638000 | 1 | A | | | |
| **C/164 Emprunts auprès des établissements de crédit** | | | | | |
| C/ 1641 Emprunts en euros | | | | | |
| 1641056-ream | 1 | A | | | |
| 1641343 | 1 | A | | | |
| 1641346 | 1 | A | | | |
| 1641347 | 1 | A | | | |
| 1641348 | 1 | A | 30/06/2011 | 01/07/2016 | Taux fixe annulable à 4.36 % (date d'exercice 01/07/2016) |
| 1641349 | 1 | A | | | |
| 1641350 | 1 | A | | | |
| 1641851 | 1 | B | 01/07/2012 | 01/07/2040 | Taux fixe 4.94% à barrière 6% sur Euribor 1M (Marge de 1.95%) |
| 1641852 | 1 | A | | | |
| 1641853 | 1 | A | | | |
| 1641854 | 1 | A | | | |
| 1641855 | 1 | A | | | |
| 1641857 | 1 | A | | | |
| 1641858 | 1 | A | | | |
| 1641859-réam. | 1 | A | | | |
| 1641860-ream. | 1 | A | | | |
| 1641861 | 1 | A | | | |
| 1641862 | 1 | A | | | |
| 1641863-ream | 1 | A | | | |
| 1641864 | 1 | A | | | |
| 1641865 | 1 | A | | | |
| 1641866 | 1 | A | | | |
| 1641867 | 1 | A | | | |
| 1641868 | 1 | A | | | |
| 1641869 | 1 | A | | | |
| 1641870 | 1 | A | | | |
| 1641871 | 1 | A | | | |
| 1641872 | 1 | A | | | |
| 1641873 | 1 | A | | | |
| 1641874 | 1 | A | | | |
| 1641875 | 1 | A | | | |
| 1641876 | 1 | A | | | |
| 1641877 | 1 | A | | | |
| 1641878 | 1 | A | | | |
| 1641879 | 1 | A | | | |
| 1641880 | 1 | A | | | |
| 1641881 | 1 | A | | | |
| C/ 1643 Emprunts en devises | | | | | |
| C/ 1644 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie | | | | | |
| **C/167 Emprunts assortis de conditions particulières** | | | | | |
| C/ 1673 Prêts de l'Etat | | | | | |
| C/ 1674 Avances remboursables du FMESPP | | | | | |
| C/ 1675 Dettes - Partenariats public-privé | | | | | |
| C/ 1676 Prêts des collectivités et établissements publics locaux | | | | | |
| C/ 1677 Prêts des caisses d'assurance maladie | | | | | |
| 1677043 | 1 | A | | | |
| C/ 1678 Autres prêts assortis de conditions particulières | | | | | |
| 20140670 | 1 | A | | | |
| **C/168 Autres emprunts et dettes assimilées (sauf ICNE)** | | | | | |
| TOTAL | | | | | |

## Caractéristiques Générales (3)

| CARACTERISTIQUES GENERALES DU CONTRAT AU 31/12/N | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Annuité de l'exercice | | | | | | | | | | |
| Échéance de l'exercice - partie capital | Échéance de l'exercice - partie intérêt | Type de taux (F, V ou C) | Formule de calcul du taux d'intérêt | Taux d'intérêt | Taux actuariel | Remboursement anticipé partiel réalisé sur l'exercice? (si oui, indiquer le montant remboursé) | Valorisation du coût de sortie au 31/12/N | Couverture ? (si oui, indiquer le montant couvert) | Capital restant dû au 31/12/N | Capital restant dû au 31/12/N-1 |
| | | 10 | 11 | 12 | | 13 | | 13 | | |
| **11 000 000,00 €** | **1 328 980,00 €** | | | | | | **2 459 538,72 €** | | **33 000 000,00 €** | **44 000 000,00 €** |
| 10 000 000,00 € | 983 750,00 € | | | | | | | | 15 000 000,00 € | 25 000 000,00 € |
| 10 000 000,00 € | 437 500,00 € | F | Taux fixe à 4.375 % | 4,38% | 4,44% | | | N | | 10 000 000,00 € |
| 0,00 € | 181 250,00 € | F | Taux fixe à 3.625 % | 3,63% | 3,62% | | | N | 5 000 000,00 € | 5 000 000,00 € |
| 0,00 € | 365 000,00 € | F | Taux fixe à 3.65 % | 3,65% | 3,65% | | | N | 10 000 000,00 € | 10 000 000,00 € |
| 1 000 000,00 € | 345 230,00 € | | | | | | 2 459 538,72 € | | 18 000 000,00 € | 19 000 000,00 € |
| 1 000 000,00 € | 345 230,00 € | F | Taux fixe à 1.817 % | 1,82% | 1,82% | | 2 459 538,72 € | N | 18 000 000,00 € | 19 000 000,00 € |
| **22 478 281,77 €** | **12 365 843,97 €** | | | | | | **85 865 721,57 €** | | **377 262 368,57 €** | **364 240 650,34 €** |
| 22 478 281,77 € | 12 365 843,97 € | | | | | | 85 865 721,57 € | | 377 262 368,57 € | 364 240 650,34 € |
| 1 401 676,28 € | 485 680,83 € | V | Livret A + 1.56 | 2,31% | 2,31% | | 2 603 494,67 € | N | 19 623 467,98 € | 21 025 144,26 € |
| 266 666,68 € | 0,00 € | V | Euribor 3M-Floor 0 sur Euribor 3M | 0,00% | 0,00% | | 0,00 € | N | 1 066 666,59 € | 1 333 333,27 € |
| 672 418,42 € | 1 082 016,18 € | F | Taux fixe à 4.61 % | 4,61% | 4,68% | | 11 035 889,05 € | N | 22 477 126,54 € | 23 149 544,96 € |
| 442 593,42 € | 789 349,27 € | F | Taux fixe à 4.65 % | 4,65% | 4,72% | | 7 918 350,67 € | N | 16 300 122,02 € | 16 742 715,44 € |
| 766 666,67 € | 779 491,30 € | F | Taux fixe à 4.38 % | 4,38% | 4,42% | | 6 965 445,12 € | N | 16 866 666,64 € | 17 633 333,31 € |
| 659 507,62 € | 864 539,58 € | F | Taux fixe à 4.13 % | 4,13% | 4,19% | | 8 205 569,32 € | N | 19 986 898,60 € | 20 646 406,22 € |
| 422 084,87 € | 553 305,34 € | F | Taux fixe à 4.13 % | 4,13% | 4,19% | | 5 251 564,36 € | N | 12 791 615,13 € | 13 213 700,00 € |
| 283 317,43 € | 554 230,04 € | C | Taux fixe 4.94% à barrière 6% sur Euribor 1M (Marge de 1.95%) | 4,94% | 5,13% | | 6 159 784,19 € | N | 10 900 986,30 € | 11 184 303,73 € |
| 350 000,00 € | 175 306,61 € | F | Taux fixe à 4.65 % | 4,65% | 4,80% | | 873 203,91 € | N | 3 500 000,00 € | 3 850 000,00 € |
| 375 000,00 € | 213 438,20 € | F | Taux fixe à 4.83 % | 4,83% | 5,01% | | 1 146 300,56 € | N | 4 124 999,98 € | 4 499 999,98 € |
| 775 000,00 € | 441 157,61 € | F | Taux fixe à 4.83 % | 4,83% | 4,99% | | 2 376 321,40 € | N | 8 525 000,00 € | 9 300 000,00 € |
| 333 333,36 € | 449 483,32 € | F | Taux fixe à 5.96 % | 5,96% | 6,13% | | 4 692 248,24 € | N | 7 361 110,90 € | 7 694 444,26 € |
| 666 666,72 € | 297 641,64 € | F | Taux fixe à 5.61 % | 5,61% | 5,76% | | 1 115 544,77 € | N | 4 944 444,04 € | 5 611 110,76 € |
| 500 000,00 € | 335 620,31 € | F | Taux fixe à 4.95 % | 4,95% | 5,12% | | | N | 6 375 000,00 € | 6 875 000,00 € |
| 105 666,68 € | 45 865,96 € | V | Livret A + 1.1 | 1,85% | 1,85% | | 405 667,47 € | N | 2 430 333,24 € | 2 535 999,92 € |
| 666 666,68 € | 102 869,02 € | V | Livret A + 1 | 1,75% | 1,75% | | 353 166,14 € | N | 5 499 999,91 € | 6 166 666,59 € |
| 3 333 333,33 € | 690 895,67 € | V | Euribor 3M + 2.7 | 2,29% | 2,34% | | | N | 26 666 666,75 € | 30 000 000,08 € |
| 1 000 000,00 € | 717 435,42 € | F | Taux fixe à 5.1 % | 5,10% | 5,28% | | 4 611 808,96 € | N | 13 250 000,00 € | 14 250 000,00 € |
| 495 998,87 € | 171 663,54 € | V | Livret A + 1.56 | 2,31% | 2,31% | | 921 275,41 € | N | 6 943 981,43 € | 7 439 980,10 € |
| 999 999,96 € | 439 237,50 € | F | Taux fixe à 4.77 % | 4,77% | 4,88% | | 1 922 001,40 € | N | 8 666 666,92 € | 9 666 666,88 € |
| 1 500 000,00 € | 902 612,81 € | F | Taux fixe à 3.99 % | 3,99% | 4,11% | | 6 319 343,70 € | N | 21 375 000,00 € | 22 875 000,00 € |
| 2 000 000,00 € | 502 564,44 € | V | Euribor 12M + 1.74 | 1,55% | 1,57% | | 1 512 000,00 € | N | 30 000 000,00 € | 32 000 000,00 € |
| 1 000 000,00 € | 244 625,00 € | F | Taux fixe à 2.06 % | 2,06% | 2,08% | | 1 439 166,15 € | N | 11 250 000,00 € | 12 250 000,00 € |
| 679 440,00 € | 258 408,46 € | V | (Livret A + 1)-Floor 0 sur Livret A | 1,75% | 1,75% | | 1 096 654,46 € | N | 14 438 100,00 € | 15 117 540,00 € |
| 99 300,00 € | 54 292,28 € | F | Taux fixe à 3.24 % | 3,24% | 3,28% | | 432 470,53 € | N | 1 613 625,00 € | 1 712 925,00 € |
| 250 000,00 € | 127 706,26 € | F | Taux fixe à 2.94 % | 2,94% | 2,97% | | 1 000 799,29 € | N | 4 187 500,00 € | 4 437 500,00 € |
| 203 903,52 € | 116 969,28 € | F | Taux fixe à 2.6 % | 2,60% | 2,63% | | 56 819,10 € | N | 4 387 932,06 € | 4 591 835,58 € |
| 500 000,00 € | 255 412,50 € | F | Taux fixe à 2.94 % | 2,94% | 2,97% | | 2 001 598,57 € | N | 8 375 000,00 € | 8 875 000,00 € |
| 500 000,00 € | 179 740,31 € | F | Taux fixe à 1.83 % | 1,83% | 1,87% | | 1 574 139,74 € | N | 9 375 000,00 € | 9 875 000,00 € |
| 500 000,00 € | 172 125,00 € | F | Taux fixe à 1.8 % | 1,80% | 1,81% | | 27 375,00 € | N | 9 250 000,00 € | 9 750 000,00 € |
| 104 041,46 € | 113 518,37 € | F | Taux fixe à 1.82 % | 1,82% | 1,82% | | 1 429 980,82 € | N | 9 895 958,54 € | 5 000 000,00 € |
| 250 000,00 € | 88 753,12 € | V | (Livret A + 0.65)-Floor 0 sur Livret A | 1,40% | 1,43% | | 138 750,00 € | N | 4 687 500,00 € | 4 937 500,00 € |
| 125 000,00 € | 85 541,87 € | F | Taux fixe à 1.43 % | 1,43% | 1,46% | | 1 289 309,43 € | N | 9 875 000,00 € | |
| 250 000,00 € | 81 984,38 € | F | Taux fixe à 1.65 % | 1,65% | 1,68% | | 186 753,11 € | N | 9 750 000,00 € | |
| 0,00 € | 5 225,00 € | V | (Euribor 3M + 0.6)-Floor 0 sur Euribor 3M | 0,60% | 0,61% | | 150 000,00 € | N | 5 000 000,00 € | |
| 0,00 € | 26 937,77 € | F | Taux fixe à 1.52 % | 1,52% | 1,55% | | 690 922,21 € | N | 5 500 000,00 € | |
| 0,00 € | 0,00 € | V | (Euribor 3M + 0.81)-Floor 0 sur Euribor 3M | 0,81% | 0,82% | | | N | 0,00 € | |
| **30 147,69 €** | **0,00 €** | | | | | | | | | **30 147,69 €** |
| 21 147,69 € | 0,00 € | | | | | | | | | 21 147,69 € |
| 21 147,69 € | 0,00 € | F | Taux fixe à 0 % | 0,00% | 0,00% | | | N | | 21 147,69 € |
| 9 000,00 € | 0,00 € | | | | | | | | | 9 000,00 € |
| 9 000,00 € | 0,00 € | F | Taux fixe à 0 % | 0,00% | 0,00% | | | N | | 9 000,00 € |
| **33 608 429,46 €** | **13 694 823,97 €** | | | | | | **88 325 260,29 €** | | **410 262 368,57 €** | **408 270 798,03 €** |

## Etats des crédits de trésorerie

| | Numéro du contrat | Etablissement de crédit | Date d'autorisation de la ligne ou de signature du contrat (*) | Durée du contrat (en mois) | Index disponibles au 31/12/N (1) | Index disponibles au 31/12/N (1) si plusieurs index sur la même période | Montant max autorisé au 31/12/N | Encours moyen en N (2) | Montant des intérêts remboursés en n (3) | Encours restant dû au 31/12/N |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **C/519 Crédits de trésorerie** | | | | | | | | | **183 033,48** | 0,00 |
| *C/51931 Ligne de crédits de trésorerie* | | | | | | | | | 183 033,48 | 0,00 |
| 9619831019 | 9619831019 | GCE - Groupe Caisse d'Epargne | 11/07/2019 | 12 | | | 15 000 000,00 | 2 055 616,44 | 110 688,92 | 6 900 000,00 |
| 2019901423 | 2019901423 | LBP - La Banque Postale | 08/11/2019 | 12 | | | 15 000 000,00 | 873 424,66 | 46 542,09 | 0,00 |
| 602303104 | 602303104 | GCA - Groupe Crédit Agricole | 12/11/2019 | 12 | | | 15 000 000,00 | 1 397 260,27 | 25 802,47 | 0,00 |
| *C/51932 Ligne de crédit de trésorerie liée à un emprunt* | | | | | | | | | 0,00 | |

## Typologie de la répartition de l'encours de dette

| Structure | Indices sous-jacents | Indices zone euro (1) | Indice inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices (2) | Ecarts d'indices zone euro (3) | Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro (4) | Ecarts d'indices hors zone euro (5) | Autres indices (6) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structure contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)** | Nombre de produits | 39 | | | | | |
| | % de l'encours | 97,34% | | | | | |
| | Montant en euros | 369 361 382,00 € | | | | | |
| **(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier** | Nombre de produits | 1 | | | | | |
| | % de l'encours | 2,66% | | | | | |
| | Montant en euros | 10 900 986,00 € | | | | | |
| **(C) Option d'échange (swaption)** | Nombre de produits | | | | | | |
| | % de l'encours | | | | | | |
| | Montant en euros | | | | | | |
| **(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 cap** | Nombre de produits | | | | | | |
| | % de l'encours | | | | | | |
| | Montant en euros | | | | | | |
| **(E) Multiplicateur jusqu'à 5** | Nombre de produits | | | | | | |
| | % de l'encours | | | | | | |
| | Montant en euros | | | | | | |
| **(F) Autres types de structures** | Nombre de produits | | | | | | |
| | % de l'encours | | | | | | |
| | Montant en euros | | | | | | |

## Echéancier flux de trésorerie

| Catégories d'emprunts | Echéancier | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1 an | 2 ans | 3 ans | 4 ans | 5 ans | + 5 ans | Total |
| **Emprunts non structurés (cotés 1A)** | | | | | | | |
| - capital | 29 243 500,43 € | 25 491 825,81 € | 25 616 172,56 € | 34 616 773,25 € | 25 614 676,98 € | 269 278 433,26 € | 409 861 382,29 € |
| - intérêts | 12 256 138,26 € | 11 322 220,15 € | 10 575 245,72 € | 9 842 921,19 € | 8 766 729,10 € | 55 435 987,57 € | 108 199 241,99 € |
| **Emprunts structurés - risque limité (cotés 1B, 2B, 2A, 3A, 3B et 3C)** | | | | | | | |
| - capital | 298 078,26 € | 313 608,14 € | 329 947,13 € | 347 137,37 € | 365 223,23 € | 9 246 992,17 € | 10 900 986,30 € |
| - intérêts | 541 225,70 € | 524 474,23 € | 508 423,80 € | 491 537,13 € | 475 089,66 € | 4 239 575,39 € | 6 780 325,91 € |
| **Emprunts structurés - risque élevé (non cités ci-dessus)** | | | | | | | |
| - capital | | | | | | | |
| - intérêts | | | | | | | |
| **Emprunts "hors charte Gissler" (6F)** | | | | | | | |
| - capital | | | | | | | |
| - intérêts | | | | | | | |
| TOTAL TOUTES CATEGORIES | | | | | | | |
| **- capital** | **29 541 578,69 €** | **25 805 433,95 €** | **25 946 119,69 €** | **34 963 910,62 €** | **25 979 900,21 €** | **278 525 425,43 €** | **420 762 368,59 €** |
| **- intérêts** | **12 797 363,96 €** | **11 846 694,38 €** | **11 083 669,52 €** | **10 334 458,32 €** | **9 241 818,76 €** | **59 675 562,96 €** | **114 979 567,90 €** |

Le montant des flux de remboursement de capital est supérieur de 10,5 M€ au montant du capital restant dû au 31/10/2019.

Cet écart se justifie par le fait qu' un emprunt c de 10,5M€ contracté en 2019 mais dont le capital a été versé le 27/03/2020.

## 1.5.10. Etat BI10 Etat des participations au 31/12

| NOM DES ORGANISMES | G.C.S UNIHA | G.C.S I.U.F.C. | G.C.S HOPITAUX PEDIATRIQUES DE NICE | GCMS INSTITUT CLAUDE POMPIDOU | GCS France Finance | GCS Des Hôpitaux de la Côte d'Azur (ex SIH Cannes Grasse Antibes Fréjus Menton Nice) | C.N.C.R. | C.P.C.A.D. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| FORME JURIDIQUE | G.C.S. | G.C.S. | G.C.S. | GCMS | G.C.S. | G.C.S. | G.C.S. | G.I.E. |
| ADRESSE DU SIEGE SOCIAL | 9 Rue des Tuiliers 69003 LYON | 33 Avenue de Valombrose 06189 NICE Cdex 2 | 57. Avenue de la Californie 06200 NICE | Avenue Reine Victoria 06003 NICE Cedex 1 | 80 Rue Brochier 13354 MARSEILLE | 256 avenue Michel jourdan 06151 CANNES LA BOCCA CEDEX | 1 bis rue cabanis 75993 PARIS CEDEX 14 | Hôpital l'Archet 2 151 route de St Antoibe de Ginestière 06200 Nice |
| NATURE D'ACTIVITÉ | Administration Publique (Tutelle) des activités économiques | Activité de soins : ORL/Chirurgie orale | Soins jusqu'au 30 juin 2013 puis GCS de moyens à partir du 1er juillet 2013 | Mise en commun de moyens pour assurer la coopération sanitaire et médico-sociale des personnes atteintes par le maladie d'Alzheimer. | Pérénniser l'accès des CHU au marché obligataire, diversifier l'accès au crédit, mutualiser le savoir faire | Mettre en commun des moyens humains et matériels dans le domaine de la blanchisserie restauration et soins palliatifs | Contribuer à la mise en oeuvre des politiques publiques de recherche et d'innovations médicales, promouvoir et développer l'utilisation d'outils communs de gestion, appuyer et fédérer ses membres | Développer la pharmacologie clinique appliquée à la dermatologie |
| CAPITAL SOCIAL AU DÉBUT DE L'EXERCICE | 63 | | 50 000 | 1 000 | 630 000 | | | |
| CAPITAL SOCIAL A LA FIN DE L'EXERCICE | 63 | | 50 000 | 1 000 | 630 000 | | | |
| SITUATION FINANCIÈRE NETTE | | | 49 180 | | 924 821 | 3 636 499 | 327 244 | |
| | | | | | | | | |
| CAPITAUX PROPRES AUTRES QUE LE CAPITAL SOCIAL | | | | | 294 821 | | | 1 091 |
| | | | | | | | | |
| MONTANT DE L'ENCOURS DES EMPRUNTS RÉALISÉS PAR L'ORGANISME | 0 | | 0 | 0 | 0 | | | |
| | | | | | | | | |
| CHIFFRE D'AFFAIRES DE L'EXERCICE | 13 455 451 | | 13 656 581 | 329 390 | 148 640 | 18 536 096 | 722 | 533 824 |
| | | | | | | | | |
| RÉSULTAT DE L'EXERCICE | 304 550 | | -215 | | 54 066 | -252 557 | -28 308 | 0 |
| AFFECTATION | | | | | | | | |
| * Information relatives à la participation de l'EPS au 31 décembre du dernier exercice clos | | | | | | | | |
| MONTANT DU CAPITAL DÉTENU PAR L'EPS: | | | | | | | | |
| - AU DÉBUT DE L'EXERCICE | 1 | | 25 000 | 500 | 25 200 | 1 000 | | |
| - A LA FIN DE L'EXERCICE | 1 | | 25 000 | 500 | 25 200 | 1 000 | | |
| QUOTE-PART DE L'EPS : | | | | | | | | |
| - AU DÉBUT DE L'EXERCICE | 1,59 | 50,00 | 50 | 50 | 4 | 16,67 | 3,13 | 51,00 |
| - A LA FIN DE L'EXERCICE | 1,59 | 50,00 | 50 | 50 | 4 | 16,67 | 3,13 | 51,00 |

**Concernant la participation dans le GCS IUFC :**

Les comptes annuels 2016 à 2018 du GCS IFUC ayant été approuvés fin 2019 pour les exercices 2016 à 2017 et début 2020 pour l'exercice 2018, la quote part du CHU au financement du fonctionnement du GCS pour ces exercices fait apparaitre un solde à verser pour les trois exercices de 1,68 M€.

Un travail avec la trésorerie a été entamé au cour de l'exercice afin de rétablir la réciprocité des comptes entre les deux entités.

## 1.5.11. ETAT BI11 Evaluation et comptabilisation des stocks :

| | | Stock initial (SI) au 01/01/n | Stock final (SF) au 31/12/n | Ajustement des dépréciations | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Compte | Nature des stocks et des en-cours | (a) | (b) | Niveau initial des dépréciations au 01/01/n (c) | Reprises des dépréciations existantes (d) | Dépréciations nécessaires au 31/12/N (e) | Niveau final des dépréciations au 31/12/n (f=(c+e)-d) |
| C/31 | Matières premières et fournitures | 4 716,84 | 5 611,87 | | | | 0,00 |
| C/32 | Autres approvisionnements | 11 402 579,07 | 11 068 044,76 | | | | 0,00 |
| | *dont C/321 Produits pharmaceutiques et produits à usage médical* | 5 871 459,86 | 5 326 290,34 | | | | 0,00 |
| C/33 | En-cours de production de biens | 0,00 | | | | | 0,00 |
| C/35 | Stocks de produits | 0,00 | | | | | 0,00 |
| C/37 | Stocks de marchandises | 0,00 | | | | | 0,00 |
| C/38 | Autres stocks | 0,00 | | | | | 0,00 |
| **TOTAL** | | **11 407 295,91** | **11 073 656,63** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

**Stocks dans les services**

| | STOCK INITIAL AU 01/01/2019 | STOCK FINAL AU 31/12/2019 |
|---|---|---|
| | | |
| Médicaments | 316 035,00 | 479 258,00 |
| Dispositifs Médicaux | 3 341 455,26 | 3 918 772,00 |
| **Total stocks déportés** | **3 657 490,26** | **4 398 030,00** |

## 1.5.12. Tableau synthétique des valeurs mobilières de placement

| | | Montant à l'ouverture de l'exercice n | Montant à la clôture de l'exercice n | Ajustement des dépréciations | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Compte | Situation des valeurs mobilières de placement | (a) | (b) | Niveau initial des dépréciations au 01/01/n (c) | Reprises des dépréciations existantes (d) | Dépréciations nécessaires au 31/12/n (e) | Niveau final des dépréciations au 31/12/n (f=(c+e)-d) |
| C/506 | Obligations | | | | | | 0,00 |
| C/507 | Bons du trésor et bons de caisse à court terme | | | | | | 0,00 |
| C/508 | Autres valeurs mobilières et créances assimilées | | | | | | 0,00 |
| TOTAL | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

## 1.6. NOTE RELATIVE AU COMPTE DE RESULTAT

### 1.5.1. Etat CR1 Eléments significatifs explicitant les comptes

Les produits bruts d'exploitation résultent essentiellement :

- Des produits de l'activité hospitalière qui se composent des recettes liées à l'hospitalisation, constituées de la facturation à l'assurance maladie selon les modalités de la tarification à l'activité (T2A) et de la facturation aux débiteurs institutionnels et patient sur la base d'un prix de journée, ainsi que des recettes relatives aux actes et consultations externes.

- Ces produits sont comptabilisés selon des modalités distinctes selon le financeur :

- La part séjour financée par l'Assurance Maladie (CPAM) est comptabilisée à la sortie du patient selon les modalités de codage de la tarification à l'activité conformément au guide du contrôle externe de la tarification à l'activité. Ces modalités réglementaires sont pilotées par la Direction de l'information médicale au sein des établissements publics de santé.

- La part du séjour financée par les débiteurs institutionnels (mutuelles, autres organismes...) est facturée à la fin du séjour du patient sur la base d'un prix de journée et de la quote-part du séjour non prise en charge par l'assurance maladie.

- Des forfaits annuels, des dotations annuelles de financement (PSY, SSR), des dotations de Missions d'Intérêt Général et d'Aide à la Contractualisation (MIGAC), du Fonds d'Intervention Régional (FIR), sont notifiées chaque année par l'ARS et font l'objet d'une comptabilisation à la réception de chaque arrêté. Les autres subventions de fonctionnement (Conseil Départemental, Conseil Régional...) sont comptabilisées en fonction de la notification.

Enfin, les autres produits (rétrocessions, mises à disposition de personnel, produits des activités annexes, etc...) sont comptabilisés en fonction du fait générateur. »

A la clôture 2019 le déficit constaté est la résultante d'une activité atone et des dépenses plus évolutives que prévues.

Les analyses ci-dessous portent sur le budget principal uniquement.

Concernant les produits de l'activité l'évolution entre 2018 et 2019 s'explique par :

- une diminution des produits de l'activité sur les Groupes homogènes de séjours soit -0,511 M€ soit -0,21%;
- une augmentation des produits des prestations faisant l'objet d'une tarification spécifique (externes, ATU, FT) soit +1,230 M€ (+3,49%) ;
- en 2019 des produits lamda ont été constatés pour 0,32 M€ au titre de l'activité 2018.

Les produits des médicaments facturés en sus sont en forte hausse de +6,02 M€ en lien notamment avec l'inscription d'un certain nombre de produits sur la liste en 2019.
Les produits des dispositifs médicaux facturés en sus sont également en hausse +0,90 M€.

Les dotations MIGAC ont augmenté de + 3,476 M€ qui s'explique notamment par les crédits AC + 4.7 M€ obtenus en phase 3. Il s'agit d'une aide exceptionnelle non reconductible aux établissements de santé.

Les produits de l'activité hospitalière hors assurance maladie ont diminué de 0,59 M€ par rapport à 2018. Ce sont les produits des prestations aux étrangers non assurés sociaux qui enregistrent la plus forte baisse.

Sur le titre 3 Autres produits on constate une augmentation de 5,197 M€ (somme des soldes des comptes 70x 74x 75x) entre 2018 et 2019. Les cessions de médicaments ont engendré sur le compte 7071 une recette 2019 s'élevant à 17,26 M€ contre 21,93 M€ en 2018.
A contrario le montant 2019 des produits exceptionnels a augmenté passant de 9,77 M€ en 2018 à 26,18 M€ en 2019. En effet le produit de cession de l'hôpital Saint Roch a été comptabilisé en 2019 sur ce compte sur la base des surfaces entre le budget principal et la DNA. La recette sur le CRPP au 775 s'élève ainsi à 19,37 M€.
Les reprises sur amortissement sont en baisse en 2019 par rapport à 2018, notamment sur le poste Provision pour risques – TVA où une reprise avait été effectuée en 2018 pour 3,56 M€.

Concernant les charges :

L'évolution des charges de personnel s'est traduite par une évolution de +9,55 M€ par rapport à 2018, soit +2,47%.

S'agissant du **personnel médical**, les charges sont en hausse de 4,17 M€ soit un taux d'évolution de +4,23%. L'impact du paiement du C.E.T médical est inclus pour un total de 0,99 M€.
Cette évolution se justifie notamment par :

- Effet des mesures prises pour résoudre la crise du secteur Anesthésie-Réanimation
- La modification du périmètre de la permanence des soins, la mise en place de la réforme sur le temps additionnel de jour et sur l'indemnisation des astreintes et le recours au personnel extérieur.

Peu d'effet d'augmentation cependant sur les rémunérations en 2019, avec une moyenne des ETP séniors de 642 ETP tout comme 2018 (et 646 ETP prévus à l'EPRD 2019).

Sur le **personnel non médical**, l'évolution des charges est également constatée à la hausse. Les dépenses ont augmenté de 5,38 M€ par rapport à 2018 (soit +1,93%). Le paiement du CET s'est élevé à 0,243 M€ sur 2019.
Outre les efforts en matière de recrutement IADE et IBO (DE) notamment sur les blocs opératoires, des mesures complémentaires de réorganisation ont été prises pour sécuriser le fonctionnement du service de stérilisation.

En 2019, la moyenne des ETP rémunérés est de 6 135 ETP contre 6 071 en 2018 (et un objectif EPRD de 6 094 ETP), ce qui représente un écart à la hausse de + 64 ETP soit + 1,06%.

**Les consommations de titre 2** évoluent à la baisse (- 0,49 M€) soit -0,39%.
La baisse des consommations de molécules rétrocédées déjà engagée l'année dernière s'est poursuivie en 2019.

**Les consommations de titre 3** sont en hausse de 3,46% (soit +2,25 M€). Cette évolution provient essentiellement des postes de dépenses suivants :

- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires dont principalement les honoraires versés à mac Kinsey dans le cadre du plan de modernisation du CHU (Elan),
- les Energies.

Enfin **les charges de titre 4** sont en hausse de +10,43 M€ par rapport à 2018 soit +15,5%. L'évolution s'explique par la hausse des dotations aux amortissements +0,23M€ mais également des dotations aux provisions +9,27 M€. En termes de provisions cette hausse conséquente s'explique par l'absence de dotation en 2018 des dépréciations de créances et le provisionnement 2019 à hauteur de 1,9 M€. Sur les provisions pour CET, la dotation comptabilisée en 2019 est supérieure de 0,43 M€ à celle de 2018. Sur les provisions pour risques l'écart comptabilisé est de +5,21 M€ principalement du à la provision TVA, et sur les provisions pour charges l'écart est de +1,72 M€.

Par ailleurs La structure de la dette comprenant des emprunts à taux variables à hauteur de 28%, le CHU a pu bénéficier de la baisse des taux d'intérêts au cours de l'exercice 2019. Cela s'est traduit par une économie de 0,4 M€ sur les charges financières.

### 1.5.2. Etat CR2 Etat synthétique des subventions d'exploitation et des contributions accordées par l'établissement :

ETAT SYNTHETIQUE DES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION ET DES CONTRIBUTIONS ACCORDEES PAR L'ETABLISSEMENT

| Rubriques | Montant exercice n |
|---|---|
| **C/652 Contributions aux structures de coopération autres que GHT** | **9 933 293,33** |
| dont C/6521 Contributions aux groupements d'intérêt public (GIP) | 5 950,00 |
| dont C/6522 Contributions aux groupements d'intérêt économique (GIE) | 0,00 |
| dont C/6523 Contribution aux groupements de coopération sanitaire (GCS) | 9 927 343,33 |
| dont C/6528 Autres contributions à des structures de coopération | |
| **C/653 Contributions aux GHT** | **1 081 782,21** |
| **C/657 Subventions** | **694 840,67** |
| dont C/6571 : Subventions aux associations participant à la vie sociale des usagers | 17 000,00 |
| dont C/6578 : Autres subventions | 677 840,67 |
| TOTAL | **11 709 916,21** |

### 1.5.3. Etat CR3 Détail des produits de l'activité hospitalière :

| Compte | Montant exercice N | Montant exercice N-1 |
|---|---|---|
| 7311 Produits de l'hospitalisation | 403 469 747,74 | 392 732 878,90 |
| 7312 Produits des prestations faisant l'objet d'une tarification spécifique-MCO | 36 533 851,11 | 35 303 397,76 |
| 7313 Participations au titre des détenus | 165 188,59 | |
| **sous-total compte 731 Produits à la charge de l'assurance maladie** | **440 168 787,44** | **428 036 276,66** |
| 7321 Produits de la tarification en hospitalisation complète non pris en charge par l'assurance maladie | 23 765 016,40 | 21 866 166,20 |
| 7322 Produits de la tarification en hospitalisation incomplète non pris en charge par l'assurance maladie | 2 805 313,00 | 3 107 791,20 |
| 7323 Produits des tarifications de l'hospitalisation à domicile non pris en charge par l'assurance maladie | 0,00 | 0,00 |
| 7324 Produits des prestations faisant l'objet d'une tarification spécifique non pris en charge par l'assurance maladie | 10 306 887,26 | 9 798 872,92 |
| 7327 Forfait journalier | 7 993 430,00 | 8 313 075,00 |
| **sous total compte 732 Produits à la charge des patients, organismes complémentaire et compagnies d'assurance** | **44 870 646,66** | **43 085 905,32** |
| 733 Produits des prestations de soins délivrées aux patients étrangers non assurés sociaux en France | 16 008 480,22 | 18 179 897,23 |
| 734 Prestations effectuées au profit des malades d'un autre établissement | 5 826 418,07 | 6 005 777,23 |
| 735 Produits à la charge de l'État, collectivités territoriales et autres organismes publics | | 0,00 |
| **sous total compte 73 PRODUITS DE L'ACTIVITÉ HOSPITALIÈRE** | **506 874 332,39** | **495 307 856,44** |
| 7471 Fonds d'intervention régional (FIR) | 13 827 307,75 | 12 773 014,88 |
| 7722 Produits sur exercices antérieurs à la charge de l'assurance maladie | 444 142,46 | 20 945,50 |
| TOTAL | **520 945 782,60** | **508 101 816,82** |

## 1.6. AUTRES INFORMATIONS

### 1.7.1. Etat AI1 Etat des engagements hors bilan autres que les instruments de couverture de la dette à long terme

| Raison sociale du cocontractant | Nature du contrat | Date du contrat | Duree du contrat | Redevances payées | | Redevances restant à payer selon échéances | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | de l'exercice | cumulées | Moins de 1 an | de 1 à 5 ans | + de 5 ans | Total restant | Prix d'achat résiduel |
| DSI | | | | | | | | | 0,00 | |
| XIRING-INGENICO | Location 1 borne sésame-vitale | 01/03/2017 | 3 ANS | 234,00 | 702,00 | | | | 0,00 | 3,00 |
| XIRING-INGENICO | Location16 bornes sésame-vitale | 01/01/2016 | 3 ANS | 5 376,00 | 16 128,00 | | | | 0,00 | 3,00 |
| XIRING-INGENICO | Location3 bornes sésame-vitale | 17/02/2015 | 3 ANS | 702,00 | 2 700,00 | | | | 0,00 | 3,85 |
| TECNOFOR | Location 9 terminaux Cartes Bancaires | 01/10/2018 | 4 ANS | 1 166,40 | 1 166,40 | 1 166,40 | 2 332,80 | | 3 499,20 | 1,00 |
| UGAP | Droit usage DOCTOLIB | 01/07/2018 | 33 mois | 102 388,68 | 102 388,68 | | 383 957,55 | | 383 957,55 | 1,00 |
| CAIH | Droit d'usage logiciels MICROSOFT | 01/03/2015 | 4 ANS | 423 503,13 | 1 693 455,61 | 70 826,66 | | | 70 826,66 | 4,00 |
| AIXAGON | Droit usage SOPHOS protection e-mail | 15/01/2018 | 3 ANS | 12 804,48 | 38 532,00 | | | | 0,00 | 3,01 |
| MEPY SYSTEME | SUPPORT DE SONDE D'ECHOGRAPHIE | 22/07/2013 | 5 ANS | 2 775,00 | 29 474,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TRASIS | ENCEINTE BLINDEE | 01/03/2015 | 7 ANS | 38 505,00 | 141 327,00 | 38 505,00 | 77 000,00 | 0,00 | 115 505,00 | 4 231,00 |
| PENTAX | LOCATION DE 2 ENDOSCOPES LINEAIRES | 14/12/2016 | 5 ANS | 64 947,00 | 129 894,00 | 64 947,00 | 129 894,00 | 0,00 | 194 841,00 | 5 412,00 |
| LEASECOM | LOCATION DE 2 POLYGRAPHES | 01/08/2017 | 7 ANS | 2 532,00 | 3 588,00 | 2 532,00 | 11 604,00 | 0,00 | 14 136,00 | 1,00 |
| CANDELA | LASER DERMATOLOGIQUE | 27/12/2017 | 4 ANS | 28 499,00 | 28 499,00 | 28 499,00 | 85 497,00 | 0,00 | 113 996,00 | 1 074,61 |
| SIEMENS LEASE | 3 VIDEOGASTROSCOPES | 22/02/2018 | 4 ANS | 31 865,00 | 31 865,00 | 37 108,80 | 79 461,40 | 0,00 | 116 570,20 | 2 226,52 |
| **Total** | | | | **715 297,69** | **2 219 719,69** | **243 584,86** | **769 746,75** | **0,00** | **1 013 331,61** | **12 953,98** |

Par ailleurs, l'établissement dispose d'autres engagements hors bilan relatifs aux immobilisations :

- Phase 2 de Pasteur 2 : la construction de Pasteur 2 fait l'objet d'un seul marché pour la construction des phases 1 et 2. Au 31/12/2018, les dépenses prévisionnelles de travaux de fin de phase 1 et de phase 2 (2019-2024) sont estimées à 104 612 644 €. Ce montant est toutefois susceptible de variation en fonction d'éventuelles modifications du programme, d'aléas de chantiers ou de contentieux, etc ;

- Etablissement de Tende : le bâtiment construit par l'établissement est assorti d'un bail à construction d'une durée de 60 ans allant de 1979 à 2039. En 2039, à la fin du bail, le département (propriétaire du terrain) deviendra également propriétaire de la construction ;

- Bâtiment K : le CHUN a transféré la gestion du bâtiment K de Pasteur à l'Université Côte d'Azur avec droit d'exploitation pour une durée de 40 ans (durée du bail). A l'issue de ce bail, les travaux effectués et la construction reviendront au CHUN ;

- La Fondation Lenval et le CHU de Nice ont signé le 18/12/2015 une promesse de vente dans laquelle le CHU s'engage à se porter acquéreur, au plus tard le 17/12/2017, de parcelles de terrains pour une valeur de 8,5 M€. Conformément à la recommandation du COPERMO Performance suite à la présentation du CREF le 11/07/2018, le CHU a fait valoir la condition suspensive relative au financement de l'opération. Le CHU ne s'est donc pas porté acquéreur de parcelles de terrain pour une valeur de 8,5 M€, et n'a pas versé les 850 k€ prévus par la clause pénale.

- Litiges Pasteur 2 :

Les contentieux ci-dessous concernent l'opération de construction du nouvel hôpital Pasteur 2. Opération majeure conçue en deux phases, celle-ci a été lancée dès 2007 par la notification de 20 marchés travaux. L'opération d'une grande complexité a connu des difficultés géotechniques ainsi que des modifications de programme qui ont rallongé le délai d'exécution selon plusieurs calendriers successifs.

Les demandes réclamatoires des entreprises concernent majoritairement l'indemnisation de ces prolongations de délais.

**SPIE-SATELEC – Lot courants forts-courants faibles**

Deux réclamations initiales ont été adressées en juillet 2013 faisant valoir diverses demandes financières liées à la perte d'industrie, la perte d'efficience de la main d'œuvre, des coûts d'encadrement supplémentaires (réclamation actualisée de 13 173 500 € pour les marchés des lots 10 et 11).

Dans ce contexte, les sociétés requérantes ont sollicité un référé expertise dont les conclusions ont été rendues le 19 décembre 2017. Il n'y a pas pour l'instant de procédure contentieuse judiciaire.

L'expert désigné retient un montant de 10.103.411 € au profit de SPIE-SATELEC.

Depuis, plusieurs rencontres programmées à l'initiative des parties sont intervenues. L'analyse conjointe de la maitrise d'œuvre, Assistant à maitrise d'ouvrage et CHU s'élève à un montant qui pourrait être dû de 5 281 000 € HT.

Deux possibilités s'offrent au CHU : la voie amiable (signature d'un protocole transactionnel après accord sur les montants indemnitaires) ou la voie judiciaire (procédure en référé ou bien directement au fond)

L'avancement actuel de la réclamation et l'absence de procédure judiciaire ne permet pas de déterminer s'il y a lieu d'enregistrer un éventuel chiffrage du risque dans les comptes de l'établissement.

La voie amiable a été privilégiée et le contentieux s'est soldé le 18 juillet 2019 par la signature d'un protocole transactionnel pour un montant de 5 836 000 €, hors application de TVA.

**EIFFAGE THERMIE – Lot Génie Climatique**

Deux réclamations initiales ont été adressées en juin et août 2018 faisant valoir diverses demandes financières liées à la perte d'industrie, la perte d'efficience de la main d'œuvre, des coûts d'encadrement supplémentaires (réclamation de 9 411 054 € HT).

Dans ce contexte, les sociétés requérantes ont sollicité auprès du tribunal administratif de Nice un référé expertise en date du 10 avril 2019. Depuis, plusieurs rencontres programmées à l'initiative des parties sont intervenues.

Aujourd'hui, l'analyse de la maitrise d'œuvre s'élève à un montant qui pourrait être dû de 2 579 400 € HT.

Deux possibilités s'offrent au CHU : la voie amiable (signature d'un protocole transactionnel après accord sur les montants indemnitaires) ou la voie judiciaire (procédure en référé ou bien directement au fond).

L'avancement actuel de la réclamation et l'absence de procédure judiciaire ne permet pas de déterminer s'il y a lieu d'enregistrer un éventuel chiffrage du risque dans les comptes de l'établissement.

La première expertise a été reportée au 21 septembre 2020.

**ATRIUM PAYSAGES Lot Aménagement paysager**

Une réclamation initiale a été adressée en avril 2016 faisant valoir diverses demandes financières liées à des frais de personnel mobilisés, à des compléments de prix sur ordre de service. Par requête au fond enregistrée en décembre 2016, la société ATRIUM demande la condamnation du CHU de Nice et de la société INGEROP. Les parties dans la cause ont transmis leur mémoire en défense et la clôture de l'instruction a été fixée au 6 juillet 2018.

Le contentieux s'est soldé le 23 mai 2019 par la signature d'un protocole transactionnel pour un montant de 84 000 €, hors application de TVA. Ce protocole éteint toute réclamation sur la phase 1 et engage l'entreprise à réaliser la phase 2.

**Blanchisserie :**

Le 20/01/2014, la falaise surplombant la BIH a connu un effondrement partiel. Un arrêté de péril a été rendu par la Mairie de Nice interdisant l'accès à la majeure partie du bâtiment et mettant fin de l'activité de blanchisserie sur le site (à l'exception de la blanchisserie relais). Le groupement ACE EUROPE / GENERALI / ALBINGIA / AMLIN, assureur du CHU, sollicité, refuse la prise en charge de ce sinistre comme ne relevant pas des prestations d'assurance comprises dans le contrat le liant au CHU de Nice. Le CHU de Nice a engagé une procédure judiciaire au fond contre son assureur le 16/07/2015.

Les parties ont souhaité engager, pour éclairer la procédure au fond, une procédure d'expertise, qui a été ordonnée par le Tribunal administratif le 21/10/2016, pour déterminer les causes de l'effondrement, les travaux à mener et leur montant, le montant du préjudice d'exploitation.

La procédure d'expertise (1602861), initiée le 9 juin 2016, faisant suite à l'éboulement de la falaise surplombant la BIH le 20 janvier 2014, s'est achevée par la production du rapport de l'expert le 11 avril 2019. Elle oppose le requérant, le CHU de Nice, au défendeur, le groupement d'assurances représenté par ACE EUROPE.

Cette procédure a vocation à éclairer la procédure au fond (1502863), ouverte le 16/07/2015, par laquelle le Tribunal administratif rendra son jugement sur l'applicabilité des clauses du contrat d'assurance à ce sinistre. Concernant les préjudices matériels et d'exploitation, l'expert retient globalement (80%) les montants présentés par le CHU et relatifs :

- aux travaux de confortement de la falaise au prorata des surfaces impactées par l'éboulement ;
- à la détermination des surcoûts engagés au cours des 24 mois qui ont suivi l'arrêt d'exploitation de la blanchisserie ;
- aux frais de redémarrage après 24 mois d'inactivité établis à partir des devis des fournisseurs de matériel de la blanchisserie.

Concernant l'analyse des causes du sinistre, l'expert a produit les conclusions suivantes :

- sur l'analyse de l'origine des désordres, l'expert établit la pondération suivante : 20% Nature des matériaux, 20% Précipitations exceptionnelles ayant fait l'objet de deux arrêtés CATNAT, 60% Aménagements anthropiques, dernier facteur qu'il caractérise, dans sa conclusion, de « déterminant ».
- sur la responsabilité du CHU, l'expert indique « que ce n'était pas au CHU d'identifier la fragilité endogène du massif rocheux ». Les mesures de surveillance et de protection de la falaise mises en œuvre depuis 2002 ont été jugées « conformes aux règles de l'art ».

Le préjudice que le CHU présente s'élève à 16 296 909 € TTC au titre des travaux de sécurisation du site après éboulement et 3 875 174 € au titre des pertes d'exploitation.

Par jugement du 6 juillet 2020, le Tribunal administratif de Nice conclut au rejet de la requête du CHU de Nice.

Le CHU de Nice entend faire appel de cette décision auprès de la Cour administrative d'appel de Marseille.

- **Etat AI2 Honoraire des commissaires aux comptes :**

**Honoraires du cabinet EXCO**

| | | |
|---|---|---|
| Rattachement fin 2018 | | -132 000,00 |
| Paiement en 2019 au titre de 2018 | TTC | 121 512,00 |
| Paiement en 2019 au titre de 2016 | TTC | 12 000,00 |
| Paiement en 2019 au titre de 2017 | TTC | 12 000,00 |
| Paiement en 2019 au titre de 2019 | TTC | 12 151,20 |
| Rattachement fin 2019 | | 104 250,56 |
| | **TOTAL** | **129 913,76** |

## - Etat AI3 Tableau de synthèse des effectifs :

| | | | ETP moyens rémunérés | | | Rémunérations (hors charges) | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Comptes | Exercice N | Exercice N-1 | Ecart | Exercice N | Exercice N-1 | Ecart |
| Personnel médical | PH temps plein ou médecins temps plein (*) et temps partiel | 64211 | 330,9 | 324,2 | 6,7 | 26 170 331,4 | 26 058 560,8 | 111 770,6 |
| | Praticiens enseignants et hospitaliers titulaires | 64212 | 59,1 | 59,3 | -0,2 | 6 036 763,0 | 6 078 752,0 | -41 988,0 |
| | Attachés et attachés associés en triennal et en CDI | 64221 | 45,4 | 49,4 | -4,0 | 2 298 064,5 | 2 612 720,7 | -314 656,2 |
| | Praticiens contractuels en CDI | 64222 | | 0,0 | | | | |
| | **Sous-total permanents I** | **sous-total permanents** | **435,4** | **433,0** | **2,4** | **34 505 159,9** | **34 750 034,1** | **-244 874,3** |
| | Praticiens contractuels en CDD | 64231 (contrat > 3 mois) | 65,0 | 74,5 | -9,6 | 3 639 089,1 | 4 153 478,9 | -514 389,8 |
| | Assistants et assistants associés | 64232 (contrat > 3 mois) | 83,5 | 79,3 | 4,2 | 3 398 206,8 | 3 154 134,7 | 244 072,0 |
| | Praticiens enseignants et hospitaliers non titulaires et temporaires | 64233 (contrat > 3 mois) | 42,1 | 42,2 | -0,1 | 1 813 582,2 | 1 811 952,5 | 1 629,7 |
| | Autres praticiens à recrutement contractuel | 64234 (contrat > 3 mois) | 1,8 | 0,0 | 1,7 | 302 579,0 | 4 328,4 | 298 251,2 |
| | Praticiens à recrutement contractuel sans renouvelement de droit (pour les contrats < 3 mois) | 64231/2/384 (contrat < 3 mois) | 0,6 | 0,0 | 0,6 | - | 0,0 | - |
| | Attachés et attachés associés en CDD | 64235 | 25,2 | 22,4 | 2,8 | 833 080,4 | 791 258,5 | 41 821,9 |
| | **Sous-total (1)** | **sous-total c/6423** | **218,1** | **218,5** | **-0,3** | **9 986 538,0** | **9 915 153,0** | **71 385,0** |
| | Internes | 64241864242 | 500,2 | 498,8 | 1,4 | 15 656 783,5 | 15 519 753,0 | 137 030,4 |
| | Etudiants | 64243864244 | 626,2 | 621,1 | 5,1 | 1 862 515,6 | 1 853 825,0 | 8 690,5 |
| | **Sous-total (2)** | **sous-total c/6424** | **1 126,4** | **1 119,9** | **6,5** | **17 519 299,1** | **17 373 578,1** | **145 721,0** |
| | Interim medical | 62113 | 1,2 | 0,1 | 1,0 | 726 551,6 | 91 519,8 | 635 031,8 |
| | **Sous-total non permanents II** | **sous-total non permanents** | **1 345,7** | **1 338,5** | **7,2** | **28 232 388,7** | **27 380 250,9** | **852 137,8** |
| | **Total Personnel médical (I+II)** | **TOTAL PERSONNEL MEDICAL** | **1 781,1** | **1 771,4** | **9,6** | **62 737 548,5** | **62 130 285,0** | **607 263,5** |
| Personnel non médical | Personnels administratifs | | 746,9 | 747,7 | -0,8 | 21 547 632,3 | 21 699 785,0 | -152 152,6 |
| | Dont personnels de direction | | 15,8 | 16,4 | -0,6 | 1 434 537,8 | 1 583 410,4 | -148 872,6 |
| | Personnels des services de soins | | 2 891,1 | 2 672,7 | 218,5 | 92 553 020,5 | 85 724 382,7 | 6 828 637,8 |
| | dont infirmiers (IDE, ISG, IADE, IBODE, Puer) | | 1 038,1 | 931,6 | 106,6 | 36 779 533,3 | 34 491 385,4 | 2 288 147,9 |
| | dont Aide-Soignant | | 1 171,6 | 1 155,9 | 15,7 | 35 526 703,3 | 34 154 956,9 | 1 371 746,4 |
| | Personnels éducatifs et sociaux | | 33,6 | 29,1 | 4,5 | 1 023 710,5 | 904 744,6 | 118 965,9 |
| | Personnels médico-techniques | | 394,1 | 689,7 | -295,7 | 14 576 223,1 | 12 889 461,9 | 1 686 761,2 |
| | Personnels techniques et ouvriers | | 708,7 | 355,9 | 352,8 | 20 323 056,0 | 19 567 445,0 | 755 611,0 |
| | **Sous-total (1)** | **6411** | **4 774,4** | **4 495,1** | **279,3** | **150 023 642,4** | **140 785 819,2** | **9 237 823,2** |
| Personnel non médical | Personnels administratifs | | 81,2 | 93,8 | -12,6 | 2 245 044,5 | 2 430 011,1 | -184 966,7 |
| | Personnels des services de soins | | 787,1 | 926,0 | -138,9 | 20 776 351,7 | 24 762 092,3 | -3 985 240,6 |
| | dont infirmiers (IDE, ISG, IADE, IBODE, Puer) | | 476,7 | 509,7 | -33,0 | 13 849 529,8 | 15 048 888,3 | -1 199 358,5 |
| | dont Aide-Soignant | | 157,5 | 228,0 | -70,6 | 4 358 459,3 | 5 930 911,2 | -1 572 451,9 |
| | Personnels éducatifs et sociaux | | 10,6 | 6,4 | 4,3 | 247 506,8 | 122 946,0 | 124 560,8 |
| | Personnels médico-techniques | | 37,2 | 209,6 | -172,4 | 1 010 991,2 | 2 041 214,3 | -1 030 223,2 |
| | Personnels techniques et ouvriers | | 204,3 | 76,3 | 127,9 | 6 558 182,0 | 6 677 434,4 | -119 252,4 |
| | **Sous-total (2)** | **6413** | **1 120,4** | **1 312,1** | **-191,7** | **30 838 576,1** | **36 033 698,3** | **-5 195 122,1** |
| | **Total Personnel Permanent (1)+(2)** | **(1)+(2)** | **5 894,7** | **5 807,2** | **87,6** | **180 862 218,5** | **176 819 517,5** | **4 042 701,1** |
| Personnel non médical - Contrats à durée déterminée et autres | Personnels administratifs | | 96,8 | 77,3 | 19,3 | 2 009 232,3 | 1 484 039,4 | 525 192,9 |
| | Personnels des services de soins | | 230,6 | 255,0 | -24,4 | 5 323 521,2 | 5 668 214,5 | -344 693,3 |
| | dont infirmiers (IDE, ISG, IADE, IBODE, Puer) (RIA) | | 8,2 | 4,6 | 1,6 | 157 419,2 | 108 790,5 | 48 628,7 |
| | dont Aide-Soignant (RIA) | | 93,3 | 102,4 | -9,1 | 2 336 483,4 | 2 780 870,4 | -444 387,0 |
| | Personnels éducatifs et sociaux | | 0,1 | 8,2 | -8,1 | 0,0 | 165 101,9 | -165 101,9 |
| | Personnels médico-techniques | | 18,5 | 106,7 | -88,2 | 463 974,8 | 500 328,2 | -36 353,4 |
| | Personnels techniques et ouvriers | | 117,3 | 21,6 | 95,7 | 2 885 607,5 | 2 355 773,3 | 329 834,1 |
| | **sous total CDD (1)** | **6415** | **463,0** | **468,7** | **-5,8** | **10 482 335,7** | **10 173 457,3** | **308 878,4** |
| | Dont CDD sur contrats de remplacement (mensualités de remplacement) | | 2,6 | 4,0 | -1,4 | 110 000,0 | 72 000,0 | 38 000,0 |
| | Interim non medical (2) | 6211 sauf 62113 | 13,9 | 17,9 | -4,0 | 730 492,3 | 943 780,5 | -213 288,2 |
| | Contrats soumis à disposition particulière | 6416 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | - | 157,9 | |
| | Apprentis | 6417 | 4,4 | 2,9 | 1,5 | 75 040,8 | 50 930,8 | 24 110,1 |
| | **Sous-total Emplois aidés (3)** | **Sous-total Emplois aidés** | **4,4** | **2,9** | **1,5** | **75 040,8** | **51 088,6** | **23 952,2** |
| | **TOTAL Non Permanents (1)+(2)+(3)** | **(1)+(2)+(3)** | **481,3** | **489,6** | **-8,3** | **11 287 868,9** | **11 168 326,5** | **119 542,4** |
| | **Total Personnel non médical** | **TOTAL PERSONNEL NON MEDICAL** | **6 376,0** | **6 296,7** | **79,3** | **192 150 087,4** | **187 987 843,9** | **4 162 243,5** |
| | **TOTAL Personnel médical + Personnel non médical** | **TOTAL PERSONNEL MEDICAL ET NON MEDICAL** | **8 157,1** | **8 068,1** | **89,0** | **254 887 635,9** | **250 118 128,9** | **4 769 507,0** |

| | ETP moyens rémunérés au 31/12/n | ETP moyens rémunérés au 31/12/n-1 | Ecart | Rémunérations hors charges (N) | Rémunérations hors charges (N-1) | Ecart |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Personnel médical | 1 781,1 | 1 771,4 | 9,6 | 62 737 548,5 | 62 130 285,0 | 607 263,5 |
| Personnel non médical -Titulaires et stagiaires | 4 774,4 | 4 495,1 | 279,3 | 150 023 642,4 | 140 785 819,2 | 9 237 823,2 |
| Personnel non médical -Contrats à durée indéterminée | 1 120,4 | 1 312,1 | -191,7 | 30 838 576,1 | 36 033 698,3 | -5 195 122,1 |
| Personnel non médical -Contrats à durée déterminée et autres | 481,3 | 489,6 | -8,3 | 11 287 868,9 | 11 168 326,5 | 119 542,4 |
| Personnel non medical | 6 376,0 | 6 296,7 | 79,3 | 192 150 087,4 | 187 987 843,9 | 4 162 243,5 |
| Total | 8 157,1 | 8 068,1 | 89,0 | 254 887 635,9 | 250 118 128,9 | 4 769 507,0 |

DO Exco & Associés 1309

### 1.7.2. Etat AI4 Evénements significatifs postérieurs à la clôture

Plusieurs éléments significatifs postérieurs à la clôture peuvent être mentionnés :

- **Crise sanitaire du COVID 19** :

Le début de l'année 2020 a été marqué par le développement d'une crise sanitaire sans précédent, issue de la pandémie au virus « Covid-19 ». D'une situation localisée, cet évènement, a vu, dans la fin du 1er trimestre 2020, son évolution dégénérer à un niveau mondial, celle-ci s'accompagnant d'importants chocs économiques.
De la déclaration de l'OMS du 30 janvier 2020, considérée comme le début de cette crise, à la date de rédaction du présent rapport, l'établissement du CHU de Nice a mis en place des dispositifs visant à préserver la santé et la sécurité des patients, des collaborateurs du Centre Hospitalier et de leurs partenaires.

Après un exercice 2019 marqué par une atonie de l'activité, alors que l'activité était déjà en recul au terme du mois de février 2020 (-2,41% de séjours MCO, -14% de l'activité opératoire, -5,38% de venues en externe, une réduction d'activité sur les laboratoires [-7%) et imagerie -4% mais +1% des passages aux Urgences), le contexte épidémique a entraîné un décrochage inéluctable (-8,79% de séjours MCO, -22% de l'activité opératoire, -13,23% de venues en externe, -15% d'activité aux laboratoires, -14% d'activité en imagerie et -9,6% des passages aux Urgences).
Depuis fin février, le CHU a piloté un plan ambitieux de reconfiguration de son accueil capacitaire (-562 lits au terme du mois de mars) afin d'augmenter ses capacités d'hospitalisation sur les secteurs de REA-SI-SC et d'ouvrir des unités dédiées au CoVID-19 (177 lits ouverts sur cette même période). Conformément aux orientations nationales, l'activité a été massivement déprogrammée, qu'il s'agisse de l'activité externe, du bloc opératoire ou de l'hospitalisation.

La crise sanitaire liée au COVID-19 est un évènement postérieur au 31/12/2019 n'ayant pas de lien direct avec une situation existant à la clôture et n'impacte donc pas le bilan et le compte de résultat clos au 31/12/2019 . A ce stade, les impacts financiers de cette crise, ainsi que les éventuelles mesures gouvernementales qui pourraient être prises sur 2020, en lien avec cet évènement, ne peuvent être estimés

## 1.6.1. Etat AI5 Informations sur les aspects environnementaux

**GOUVERNANCE DEVELOPPEMENT DURABLE**

La thématique du Développement Durable préoccupe l'ensemble des professionnels du CHU qui l'intègrent, de plus en plus, dans leurs réflexions et projets

L'institution accompagne pleinement la thématique en :

- Intégrant le Développement Durable au sein de la Gouvernance hospitalière comme **axe stratégique** (cf Projet d'établissement, plan de transformation),
- Engageant le CHU dans une **dynamique** respectueuse de son environnement et économiquement viable au travers de chacune de ses activités,
- Considérant la **qualité de vie au travail** comme un facteur déterminant dans la qualité des soins et autres pratiques quotidiennes.

L'organisation transversale mise en place est facteur de cohérence

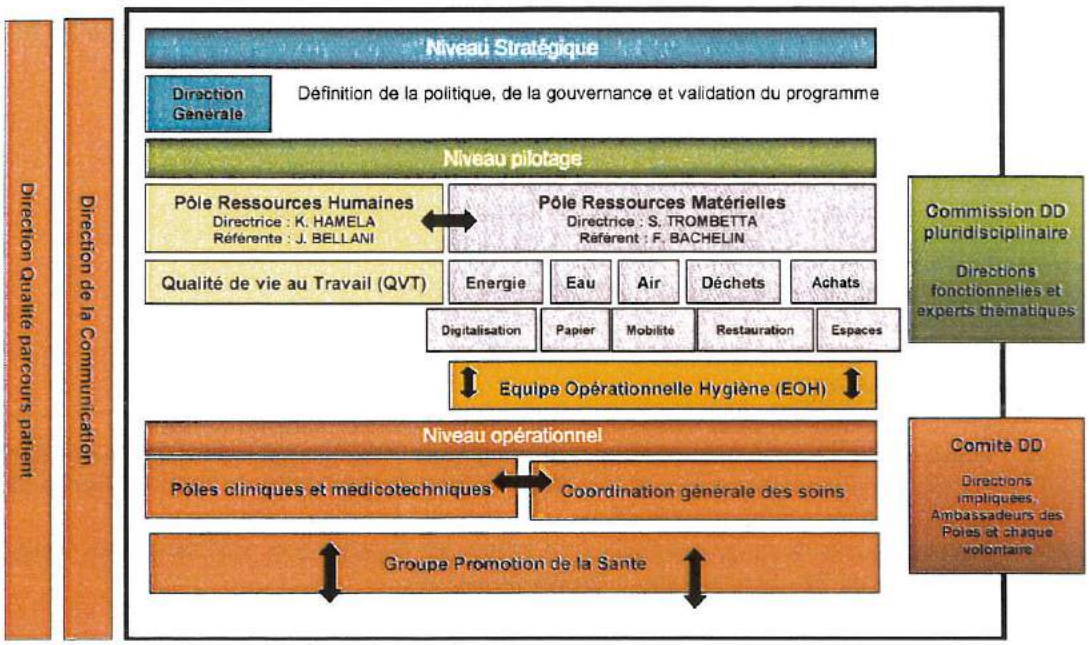
La structuration repose sur **3 niveaux** qui interagissent les uns avec les autres permettant l'écoute et la communication :

1. Une politique et stratégie, définies par **la Direction Générale**

2. Un pilotage et un développement de la démarche conduits par **la Commission Développement Durable**

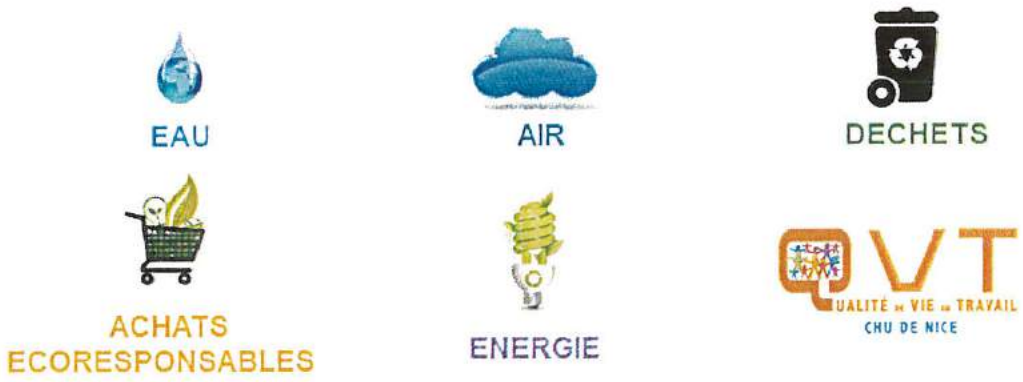
3. Une aide à la mise en œuvre et à la diffusion d'une culture au sein des pôles d'activités assurée par **le Comité Développement Durable**

Au-delà du souci de **cohérence** de la démarche, un autre enjeu majeur est la **transversalité** et la coordination entre métiers, services, et entités multiples.
Ainsi que l'acquisition d'une **culture** dépassant le fonctionnement hiérarchique (vertical) habituel de l'hôpital.



Depuis 2018, la gouvernance et de la cohérence institutionnelle sont assurées par PRH/PRM.

Le périmètre est à géométrie variable avec des priorités originelles tenant compte du contexte réglementaire et institutionnel




Avec un élargissement continu de ce périmètre avec de nouvelles thématiques de travail :

**GESTION DES DECHETS**

1 réunion du Groupe Déchets Institutionnel

- 30 filières recensées avec 100% des filières recyclées (23), valorisées (6), réemployées (1)
- 100% des filières intégrées au registre administratif et 100% font état d'un suivi quantitatif et financier
- 100% des filières détiennent une convention ou intègrent un marché
- 60% des procédures sont intégrées dans ENNOVDoc
- Taux de conformité des locaux à déchets suite à l'audit : 70%
- 60 unités ont été auditées : 78% de conformité en unités de soins
- Unités logistiques auditées : 75% de conformité
- Aucun évènement indésirable a été déclaré et traité

**ACHATS RESPONSABLES**

- Poursuite de la mise à disposition des Acheteurs CHU et mise à jour des informations sur les logos environnementaux et sur les « Achats Responsables » via un outil collaboratif : accès direct aux infos avec R.HA
- Mise en œuvre de la dématérialisation totale des factures à la réception et au traitement.
- Trois critères DD dans la base « GAINS ACHATS » :
    - La procédure est-elle éligible à une évaluation DD ?

- Y a-t-il des clauses DD dans le DCE et/ou dans les critères de jugement des offres (Ecolabels par exemple) ?
- Y a-t-il une certification DD du fournisseur ?

L'outil « base gains » a été créé pour recenser les procédures éligibles aux critères susmentionnés et mise à disposition de l'ensemble des responsables de filières et référents achats des établissements parties.

**ENERGIE**

En 2019, le CHU de Nice aura dépensé environ **7.845.000€ pour les dépenses d'énergies** (gaz, électricité, vapeur) **et de fluide** (eau), en augmentation globale de 7,4% par rapport à 2018.
Ceci s'explique par un effet prix à la hausse et ce malgré une baisse significative des consommations :

- Electricité : prix +15%, consommation -3%
- Vapeur : prix +7,3%, consommation -16%
- Gaz : prix +5,9%, consommation -2%
- Eau : prix +2,6%, consommation -1%

Ce résultat est l'engagement de la Direction du Patrimoine Immobilier dans un programme de maîtrise des consommations d'énergies.

Principales actions menées en 2019 :

- La poursuite des actions déployées sur Pasteur 2 dans le cadre d'un Contrat de Performance Energétique (CPE) avec le mainteneur (le CPE permet de fixer contractuellement un objectif d'efficacité énergétique). Les investissements proposés et réalisés par le mainteneur confirment la baisse attendue de consommation de 9 % sur le chauffage et de 8% en électricité, soit une économie de l'ordre de 125 000 € en année pleine.
- La poursuite d'actions d'économies immédiates, sans investissement financier important (ex LED, détecteurs de présence, réglages minuteries éclairages, réductions chasses d'eau, sous compteurs, contrôle plus fin des consommations...).
- La prise en compte de la démarche de développement durable pour tous les marchés DPI
- L'application systématiques des CEE pour tous les travaux réalisés et éligibles